



Rapport de Gestion et de Gouvernement
d'Entreprise
du Conseil d'Administration à
l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires
21 juin 2023



Rapport de Gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires

SOMMAIRE

1 L'ACTIVITE D'ALTER PUBLIC EN 2022

- 1.1 Les données générales
- 1.2 L'activité d'Alter Public

2 LES RESULTATS FINANCIERS & INFORMATIONS FINANCIERES

- 2.1 Le compte de résultat 2022
- 2.2 Le bilan au 31/12/2022
- 2.3 Informations financières diverses

3 LA VIE JURIDIQUE ET SOCIALE

- 3.1 Affectation du résultat
- 3.2 L'actionnariat – Statuts
- 3.3 Rémunération des administrateurs – Remboursement de frais
- 3.4 Garanties d'emprunts
- 3.5 Dividendes
- 3.6 Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement
- 3.7 Délais de paiement
- 3.8 Activités en matière de recherche et de développement

4 LES PRINCIPAUX EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

5 LES PERSPECTIVES



1. L'ACTIVITE D'ALTER PUBLIC EN 2022

1.1. Les données générales

La Spl de l'Anjou est une Entreprise Publique Locale, créée en septembre 2010 avec un changement de dénomination sociale le 24 juin 2016 pour devenir Alter Public, elle exerce pour ses collectivités actionnaires et dans le périmètre géographique de celles-ci.

Alter Public a repris les opérations d'Aménagement d'Alter Services et celles de la SPL Angers Rives Nouvelles par transfert d'activité, afin de rationaliser le métier de l'Aménagement sur le territoire de Maine-et-Loire.

Alter Public se caractérise par un capital public exclusivement contrôlé par les collectivités (intervention dans le cadre des compétences des collectivités, maîtrise publique des orientations stratégiques et politiques, recherche de l'intérêt général) ; par une connaissance du territoire (recherche de solutions adaptées aux enjeux locaux et au développement des ressources locales).

Alter Public est une société anonyme entièrement détenue par les collectivités. Elle est compétente dans tous les domaines du développement local, mais uniquement pour ses actionnaires et sur leurs seuls territoires.

La société a notamment pour objet :

- d'étudier et de réaliser en vue du développement économique du département de Maine et Loire, des opérations d'équipement foncier, économique, touristique, sportif, industriel ; de procéder à la réalisation d'opérations d'aménagement et d'équipement intéressant les collectivités locales du département du Maine et Loire ; d'être un aménageur engagé dans la transition écologique ; d'entreprendre toutes actions foncières préalables ou nécessaires à la réalisation des opérations ; de conduire des missions de Suivi-Animation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU), de mener des études sur des friches existantes à recomposer.

Alter Public mène, pour le compte des collectivités locales de Maine-et-Loire et de maîtres d'ouvrages institutionnels, des projets d'envergure dont l'importance ou la complexité nécessitent d'avoir recours à un maître d'ouvrage délégué.

Réactive, Alter Public est capable de répondre aux défis de l'aménagement, de la construction et aux objectifs des élus des collectivités. L'intervention de la société permet à la collectivité de conserver ses prérogatives et de définir les grandes lignes du projet. Son rôle principal consiste à préparer les métropoles de demain, à aménager et construire les territoires de façon équilibrées afin d'accueillir dans les meilleures conditions possibles les nouveaux habitants que le département de Maine-et-Loire comptera dans les années futures.

Alter Public a poursuivi ses investissements avec une diversité marquée tant sur son cœur de métier d'Aménageur, de construction d'équipements publics que par du renouvellement urbain, de la requalification des centres anciens, de nouvelles zones d'activités sur des études de friches et sur les enjeux de la transition écologique.

Garante de la qualité de vie des nouveaux quartiers, elle met en œuvre toute sa capacité d'innovation pour que les projets deviennent le plus concrets possibles au service de l'intérêt général.

En 2022, la SPL Alter Public a généré 55 093 K€ de produits d'exploitation, répartis comme suit :

- **Fonctionnement : 6 409 K€**
- **Prestations de services (OPAH, ...) : 1 178 K€**
- **Concessions d'Aménagement : 41 219 K€**
- **Anjou Portage Foncier / Action Foncière : 6 287 K€**

1.2. L'Activité d'Alter Public

Au 31 décembre 2022, le portefeuille est composé de 192 opérations « actives » qui se répartit ainsi :

- ~ 78 opérations de concessions
 - ~ 80 opérations de mandats
 - ~ 24 opérations portage foncier dont 4 opérations de convention d'action foncière (Nouvelle Océane, Îlot Savary, Four à Chaux/Jeanne Jugan, Centre Bourg Pellouailles)
 - ~ 10 opérations de prestations de service (8 OPAH, la Loire à Vélo et la Salle de sport à Cholet)
- L'investissement lié au portefeuille opérationnel est légèrement supérieur à l'exercice 2021 comme indiqué ci-dessous, il répond aux besoins des projets de l'ensemble du territoire du Département du Maine et Loire avec un portefeuille opérationnel qui se constitue de manière importante tant en concessions qu'en mandats d'études et de travaux pour les agences de Saumur, Segré, Cholet, sur l'Agglomération d'Angers et la Ville d'Angers mettant ainsi en œuvre les politiques publiques du territoire ;
 - Alter Public a poursuivi également son métier d'Aménageur avec des investissements importants sur les concessions dédiés à l'habitat : Agence de Cholet : ZAC Val de Moine, ZAC de la Baronnerie ; Agence de Saumur : Vaulanglais-Noirettes ; sur ALM : Les Hauts de Loire au Ponts de Cé, ZAC Gantières Buisson Belles à Loire Authion ; au requalification de Centre-Ville : sur ALM : Cœur de Ville à Avrillé ; Aménagement de Zones d'Activités : sur ALM, PAC Angers/Océane, Agence de Cholet : Actipôle Loire ; de Renouvellement Urbain : sur ALM : Belle Beille, Monplaisir, Verneau ; d'opérations Mixtes : sur ALM : Saint Serge, Faubourg Actif ;
 - Rythme de commercialisation permettant de continuer d'écouler les stocks de logements et des terrains d'activités (voir nombre de logements cédés ci-dessous) ;
 - Alter Public a poursuivi son métier « construction » par différents mandats, principalement celui confié par la Ville d'Angers, le projet des Rives Vivantes, de la construction de la cuisine centrale, par la poursuite des travaux de la ligne B du tramway confiée par Angers Loire Métropole, par la construction de la maison des solidarités confiée par le Département de Maine et Loire, des ateliers relais pour la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
 - Missions liées aux opérations OPAH R.U ;
 - Des acquisitions foncières dans le cadre du dispositif de l'Anjou Portage Foncier et du dispositif des conventions d'actions foncières (Îlot Savary,) ;
 - Portage concessif d'un équipement sportif.

Fort de cette activité, l'investissement global réglé par Alter Public pour l'exercice 2022 sur les opérations qui lui ont été confiées par voie de concessions, de mandats et de portage foncier est de **135,03 Millions d'euros** comparé à 129,45 Millions d'euros en 2021.

Dans ces opérations, Alter Public conduit la réalisation des études pré-opérationnelles, des acquisitions foncières et immobilières (en partenariat avec les collectivités), des travaux de viabilité, de construction d'équipement, d'aménagement de centre-bourg et commercialise des charges foncières ou des surfaces de plancher en vue de la réalisation de programmes d'habitat ou de zones d'activités (en liaison étroite avec ALDEV). Elle participe au montage, au suivi et à la coordination des dossiers ANRU pour les Opérations de Renouvellement Urbain. Elle construit des équipements publics, des ouvrages publics et réalise la ligne B du Tramway de l'Agglomération Angevine.

Les recettes sur opérations (cessions, subventions, participations, produits divers et remboursement de dépenses sur mandats) réglées s'élèvent à **120,19 Millions d'euros** comparé à 132,69 Millions d'euros en 2021.

En ce qui concerne le volume des ventes, il s'établit comme suit pour Alter Public :

- Pour l'habitat, 732 lots (équivalents logement) cédés en 2022 contre 808 lots en 2021 ;
- Pour ce qui concerne les zones d'activités, 12,5 hectares de terrains viabilisés vendus en 2022 contre 5,1 hectares en 2021.

Les chiffres indiqués ci-dessus concernent les actes authentiques de vente signés par Alter Public en 2022.

2 - LES RESULTATS FINANCIERS & INFORMATIONS FINANCIERES

2-1 Compte de résultat au 31 décembre 2022

Le compte de résultat est présenté au Conseil d'Administration sous réserve des observations du Commissaire aux Comptes qui, à la date de rédaction, n'a pas remis son rapport. Sa mission de contrôle s'est déroulée au cours du deuxième trimestre 2023.

L'arrêté des comptes 2022 a été établi par Alter Gie.

Le budget initial soumis au Conseil d'Administration du 3 février 2022 prévoyait un résultat positif de + 421 K€.

Le résultat probable soumis au Conseil d'Administration du 10 février 2023 prévoyait un résultat positif de + 297 K€.

Le résultat net définitif de l'exercice 2022 est positif de + 255 501 €

Résultat Général par Activités

COMPTE DE RESULTAT	RESULTAT 2021	BUDGET 2022	PROBABLE 2022	RESULTAT 2022
PRODUITS D' EXPLOITATION				
<i>Rémunération sur aménagement concédé</i>				
<i>Etudes opérationnelles</i>	70	146	33	33
<i>acquisition et réalisation</i>	1 776	1 821	1 469	1 451
<i>commercialisation</i>	1 208	1 390	1 618	1 610
<i>autres forfaits</i>	694	698	698	698
<i>Rémunérations sur mandat</i>	1 975	2 190	2 253	2 243
<i>Autres produits</i>	1 177	1 238	1 562	1 553
TOTAL : 1	6 900	7 482	7 632	7 588
CHARGES D' EXPLOITATION				
<i>Achats (études et prestations, fournitures..)</i>			0	
<i>Personnel mis à disposition</i>	3 667	4 018	4 407	4 378
<i>autres charges externes (dont GIE)</i>	2 526	2 707	2 711	2 759
<i>impôts et taxes</i>	16	31	50	32
<i>dotations aux amortissements</i>	178	174	180	181
<i>dotation aux provisions</i>			0	0
TOTAL : 2	6 387	6 930	7 348	7 350
RESULTAT D'EXPLOITATION	513	552	284	238
PRODUITS FINANCIERS	78	80	173	197
CHARGES FINANCIERES	61	44	60	93
RESULTAT FINANCIER	17	36	113	103
RESULTAT COURANT	531	588	397	341
PRODUITS EXCEPTIONNELS	2	0	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	5	0	1	1
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-3	0	-1	-1
RESULTAT BRUT	528	588	396	340
IMPOT SUR LES BENEFICES	138	167	99	85
RESULTAT NET	390	421	297	255

Le résultat 2022 est inférieur au résultat probable annoncé et se justifie essentiellement par une baisse du chiffre d'affaires lié aux rémunérations sur les conduites opérationnelles (mandats et concessions) et sur les commercialisations ; ainsi que sur les autres produits liés aux missions foncières dans le cadre de l'Anjou Portage foncier et sur les conventions d'actions foncières, par une hausse des prestations du GIE et de la cotisation d'assurances basée sur les investissements globaux d'Alter Public compensée par une baisse des charges pour le personnel mis à disposition par Alter Cités et pour les impôts et taxes ; par un meilleur résultat financier.

Le résultat 2022 est inférieur au résultat 2021 en raison :

- D'une baisse des rémunérations sur les conduites opérationnelles et les acquisitions ; par une augmentation des charges pour le personnel mis à disposition par Alter Cités qui se justifie par le portefeuille opérationnel qui est en croissance et par les prestations du GIE, soit une augmentation globale des charges d'exploitation de 15,1%.

Compensé par :

- Une hausse du chiffre d'affaires de près de 10 % liée aux rémunérations de commercialisation, sur la conduite opérationnelle de mandats et aux missions confiées par la conduite des OPAH ; par le résultat financier.

PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation de l'exercice 2022 (hors produits financiers et exceptionnels) se répartissent ainsi :

Réalisé 2022 : 7 588 K€

Budget initial : 7 482 K€ / Budget probable : 7 632 K€
Réalisé 2021 : 6 900 K€

Le résultat 2022 prend en compte les produits suivants :

▪ Rémunération sur opérations d'aménagement concédées :

Le chiffre d'affaires réalisé de ce poste (3 759 K€) est légèrement inférieur au budget probable (3 785 K€).
(voir explication ci-dessus)

En ce qui concerne le volume des ventes, il s'établit comme suit pour Alter Public :

- Pour l'habitat, 732 lots (équivalents logement) cédés en 2022 contre 808 lots en 2021 ;
- Pour ce qui concerne les zones d'activités, 12,5 hectares de terrains viabilisés vendus en 2022 contre 5,1 hectares en 2021.

Les chiffres indiqués ci-dessus concernent les actes authentiques de vente signés par Alter Public en 2022.

Pour être complet en termes d'indicateurs, en ajoutant les données d'Alter Cités, les chiffres sont les suivants :

- **Pour l'habitat, 2020 lots (équivalents logement) cédés en 2022 représentant 33,44 hectares contre 1 932 lots en 2021 représentant 29 hectares ;**
- **Pour ce qui concerne les zones d'activités, 48,4 hectares de terrains viabilisés vendus en 2022 représentant 77 implantations contre 50,5 hectares en 2021 représentant 50 implantations.**

De nouveau, pour la quatrième année consécutive, alors que le contexte du deuxième semestre notamment lié à l'inflation et à l'augmentation des taux bancaires, ces chiffres constituent un niveau très élevé de ventes pour l'ensemble des structures d'aménagement, avec un nouveau record, comparés aux exercices 2019, 2020 et 2021 qui se situaient à des fourchettes très hautes de ventes avec respectivement 1 230 logements en 2019, 1 743 logements en 2020 et 1 932 logements en 2021.

Pour l'exercice 2022, ils traduisent une forte demande pour le secteur de l'immobilier qui est en capacité actuellement de répondre pour partie à celle-ci comme les chiffres le démontrent.

Pour le secteur d'activités, le nombre d'hectares cédés est en baisse par rapport à l'exercice 2021 et se caractérise par une offre de terrains cessibles qui diminue. La mise en place de la Z.A.N (zéro artificialisation nette) risque d'accentuer ce constat.

▪ **Rémunération sur mandats :**

Le chiffre d'affaires de ce poste (2 243 K€) est conforme au résultat probable et ventilé ainsi :

- Mandats de superstructures	601 000 €
- Mandats d'études	225 000 €
- Mandats de travaux	1 417 000 €
Total	2 243 000 €

▪ **Rémunération sur prestations de service et autres prestations :**

Le chiffre d'affaires de ce poste (1 553 K€) est conforme au résultat probable (1 562 K€), il se ventile ainsi :

- Prestations foncières	17 000 €
- Anjou Portage Foncier et Convention d'actions foncières	375 000 €
- Prestations : OPAH, R.U, ...	958 000 €
- Location équipement sportif	203 000 €
Total	1 553 000 €

▪ **Rémunération d'Etudes :**

Le chiffre d'affaires de ce poste (**33 000 €**) est conforme au résultat probable (33 000 €).

Ces rémunérations correspondent aux rémunérations sur la phase d'études opérationnelles des opérations d'aménagement.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation pour l'exercice 2022 (hors charges financières et exceptionnelles) se répartissent ainsi :

Réalisé 2022 : 7 350 K€

Budget initial : 6 930 K€ / Budget probable : 7 348 K€
Réalisé 2021 : 6 387 K€

Le résultat 2022 prend en compte les charges directes suivantes affectées à l'activité d'Alter Public :

Mise à disposition du personnel : Réalisé 2022 = 4 378 K€

Budget initial: 4 018 K€ / Budget probable: 4 407 K€

Réalisé 2021 : 3 667 K€

4 378 000 € de charges de personnel ont été facturées à Alter Public par Alter Cités en 2022 pour 4 407 000 € prévus au probable 2022 pour couvrir l'ensemble des missions confiées par voie de concessions, mandats ou prestations de services, le coût salarial du Directeur Général mis à disposition ainsi que la rémunération versée à un administrateur dans le cadre d'un mandat spécial approuvé par le Conseil d'Administration du 8 juin 2022.

Autres Charges Externes : Réalisé 2022 = 2 759 K€

Budget initial: 2 707 K€ / Budget probable: 2 711 K€

Réalisé 2021 : 2 526 K€

- Une rémunération de gestion pour l'assistance à la Direction et à l'administration de la société et des Prestations de conseils au titre de la gestion ;
- Les charges communes du GIE afférentes au fonctionnement d'Alter Public et les charges de personnel du GIE qui sont réparties selon une clé définie et approuvée par le Conseil d'Administration du GIE ;
- La location de bureaux de l'agence de Segré ;
- Les coûts liés aux besoins pour les missions d'OPAH (location matériels, réparations, entretien bureau, ...) ;
- Les assurances de responsabilité civile et défense recours,
- Les honoraires de commissaire aux comptes, d'expert-comptable et d'assistances juridiques ;
- Les frais de publicité, annonces, insertions, ... ;
- Les frais de téléphonie, internet, liaisons informatiques... ;
- Les frais de déplacement, missions ;
- Les autres frais de gestion : documentation, services bancaires, cotisations, ... ;
- Charges gestion : clôture opérations.

Impôts et taxes : Réalisé 2022 = 32 K€

Budget initial: 31 K€ / Budget probable: 50 K€

Réalisé 2021 : 16 K€

Ce poste regroupe la Contribution Economique Territoriale et la Contribution Sociale de Solidarité.

Dotation aux amortissements : Réalisé 2022 = 181 K€

Budget initial: 174 K€ / Budget probable: 180 K€

Réalisé 2021 : 178 K€

Le poste des dotations aux amortissements correspond aux investissements réalisés par Alter Public (hors opérations), pour les besoins liés aux OPAH et d'une opération pour un équipement public.

RESULTAT D'EXPLOITATION

Il s'établit à + 238 K€

Budget initial: + 552 K€
Budget probable: + 284 K€
Réalisé 2021 : + 513 K€

Il se justifie par la présentation ci-dessus des postes de produits et de charges.

RESULTAT FINANCIER

Il est égal à + 103 K€

Budget initial: + 36 K€
Budget probable: + 113 K€
Réalisé 2021 : + 17 K€

Il se décompose ainsi :

- ~ Charges financières sur des commissions d'engagements et frais financiers sur opérations : - 93 K€
- ~ Produits financiers internes sur opérations + produits de placements : + 197 K€

RESULTAT EXCEPTIONNEL

Il est égal à - 1 K€

Budget initial: 0 K€
Budget probable: - 1 K€
Réalisé 2021 : -3 K€

Il est lié aux clôtures d'opérations.

<p>RAPPEL DU RESULTAT BRUT GLOBAL POUR L'EXERCICE 2022 : + 340 K€ IMPOT SOCIETE POUR L'EXERCICE 2022 : - 85 K€ RAPPEL DU RESULTAT NET GLOBAL POUR L'EXERCICE 2022 : + <u>255 K€</u></p>
--

2-2) Bilan au 31 décembre 2022

Le montant total du bilan de la SPL Alter Public en actif et en passif s'établit au 31 décembre 2022 à 215 627 705 €.

L'évolution du bilan pour l'actif et le passif est la suivante :

	2020	2021	2022
en Euros	219 998 585	236 809 278	215 627 705

ACTIF DU BILAN :

- Actif immobilisé :

Le montant de l'actif immobilisé au 31 décembre 2022 est de **2 276 K€** contre **2 400 K€** au 31 décembre 2021.

⇒ Immobilisations nettes corporelles : **1 856 K€**

- Ces postes correspondent principalement à la valeur résiduelle des investissements réalisés par les 2 agences, à la construction de la salle de sport Val de Moine à Cholet et à la valeur résiduelle de matériel de bureau et informatique pour les OPAH.

⇒ Immobilisations financières : **420 K€**

- Dont 264 K€ liés à des cautions pour garantie d'achèvement de travaux sur opérations d'Aménagement.
- Dont 156 K€ sur des créances avec Alter Gie pour des avances sur investissements.

- Actif circulant :

Le montant de l'actif circulant au 31 décembre 2022 est de **213 352 K€** contre **234 409 K€** au 31 décembre 2021.

⇒ Stock et en-cours : **140 826 K€**

- Ils se répartissent principalement pour 121 822 K€ contre 126 654 K€ en 2021 sur les concessions d'aménagement et résultent de la différence entre le cumul des dépenses HT et le montant des coûts de revient des éléments cédés calculés par application d'un pourcentage d'avancement déterminé en fin d'exercice par le compte-rendu financier (CRACL).
- Ce poste correspond également aux stocks de terrains pour l'opération Anjou Portage Foncier : 19 005 K€ contre 12 991 K€ en 2021.

⇒ Avances et acomptes versés sur commandes : **686 K€**

- Dont 441 K€ d'avances et acomptes versés aux fournisseurs pour l'opération du mandat du tramway
- Dont 10 K€ d'avoirs sur fonctionnement société
- Dont 235 K€ d'avances et acomptes versés aux fournisseurs pour les opérations de concessions

⇒ Créances clients et autres créances : **29 697 K€**

- Ces postes regroupent principalement les clients acquéreurs de terrains sur les concessions d'aménagement, les remboursements de dépenses pour les mandats, les comptes de TVA sur les dépenses ; à la différence entre les dépenses engagées pour le compte du mandant et les avances et remboursements demandés à ce même mandant (préfinancements).

- ⇒ Titres de placements : **251 K€** - Poste stable par rapport à l'exercice 2021
- ⇒ Disponibilités : **39 992 K€** contre 56 454 K€ en 2021. La trésorerie a fortement diminué entre les deux exercices du fait de décalage de mobilisation d'emprunts, de versements de participations et remboursement de dépenses dans le cadre de mandats.
- ⇒ Comptes de régularisation – Charges constatées d'avance : **1 899 K€**

Ce poste est lié à la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire des opérations d'aménagement.

SPL Alter Public
Comptes au 31 décembre 2022
Bilan Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2022	31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	21 060	21 060		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	29 625	29 625		251
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	4 910	4 910		3 667
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	2 300 000	464 139	1 835 861	2 000 150
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles	95 044	75 298	19 746	20 129
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations	156 396		156 396	112 302
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	263 564		263 564	263 564
ACTIF IMMOBILISE	2 870 598	595 031	2 275 567	2 400 062
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens	121 821 547		121 821 547	126 653 746
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	19 004 779		19 004 779	12 991 037
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	685 800		685 800	13 072 723
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	13 488 546		13 488 546	6 110 587
Autres créances	16 208 785		16 208 785	17 213 466
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	251 356		251 356	250 633
(dont actions propres :)				
Disponibilités	39 992 061		39 992 061	56 453 523
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 899 263		1 899 263	1 663 500
ACTIF CIRCULANT	213 352 138		213 352 138	234 409 215
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	216 222 736	595 031	215 627 705	236 809 278

PASSIF DU BILAN

Le total des capitaux propres s'élèverait, sous réserve de l'accord de l'Assemblée Générale pour l'incorporation en réserves du résultat de l'exercice, à 4 763 986 €.

	2020	2021	2022
en Euros	4 119 820	4 508 486	4 763 986

- ⇒ Le capital social de **370 K€**, représenterait 7,8 % des capitaux propres. Les réserves, après l'incorporation du résultat 2022, seraient de **4 229 K€**.
- ⇒ La prime d'émission est de **165 K€**
 - **Provisions**
- ⇒ Provision pour risques et charges : **4 663 K€**
 - Dont 4 663 K€ liée à des provisions pour charges prévisionnelles sur concessions d'aménagement selon avis CNC 99-05.
- **Dettes :**
- ⇒ Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits : **1 15 022 K€**
 - Ce poste correspond essentiellement aux financements par emprunts sur les opérations d'aménagement et garantis à hauteur de 80 % par les collectivités et à des lignes de trésorerie affectées à une ou des opérations d'aménagement.
- ⇒ Emprunts et dettes financières diverses : **26 840 K€**
 - Ce poste correspond à l'ensemble des avances de trésorerie versées par les collectivités sur les opérations de concession d'aménagement.
- ⇒ Avances et acomptes reçus sur cessions de terrains : **1 522 K€**
- ⇒ Dettes fournisseurs et comptes rattachés : **13 821 K€**
- ⇒ Dettes fiscales et sociales : **1 168 K€**
 - Ce poste correspond aux postes de TVA sur les recettes, au solde de l'IS.
- ⇒ Autres dettes : **30 212 K€**
 - Ce poste correspond essentiellement à la différence entre les dépenses engagées pour le compte du mandant et les avances et remboursements demandés à ce même mandant (avances).
- ⇒ Comptes de régularisation - Produits Constatés d'avance : **17 615 K€**
 - Ce poste est lié à la neutralisation du résultat intermédiaire provisoire des opérations d'aménagement.

SPL Alter Public
Comptes au 31 décembre 2022
Bilan Passif

Rubriques		31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel (dont versé : 370 000)		370 000	370 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		164 600	164 600
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)			
Réserve légale		39 352	39 352
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)			
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		3 934 534	3 545 868
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		255 501	388 666
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		4 763 986	4 508 486
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		4 662 720	3 390 763
PROVISIONS		4 662 720	3 390 763
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		115 022 310	120 491 244
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		26 840 006	22 571 825
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		1 522 483	1 854 592
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		13 821 451	13 373 721
Dettes fiscales et sociales		1 167 504	592 046
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			53 507
Autres dettes		30 212 235	57 056 437
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		17 615 009	12 916 658
DETTES		206 200 998	228 910 029
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		215 627 705	236 809 278

2-3 Informations financières diverses



RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(articles 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

NATURE DES INDICATIONS	2018	2019	2020	2021	2022
<u>SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE</u>					
a) Capital social	350 000,00	350 000,00	370 000,00	370 000,00	370 000,00
b) Nombre d'actions émises	3 500	3 500	3 700	3 700	3 700
<u>RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTUEES</u>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	28 023 407,26	28 240 589,35	43 104 140,46	24 835 515,89	41 999 636,11
b) Résultat avant impôts, participation, amortissements et provisions	3 208 625,63	1 193 418,75	1 212 821,85	1 045 108,67	1 855 100,61
c) Impôt sur les bénéfices	363 849,00	300 575,00	189 643,00	138 489,00	85 160,00
d) Résultat après impôts, participation amortissements et provisions	826 429,91	713 702,56	489 186,24	388 665,94	255 500,79
e) Montant des bénéfices distribués					
<u>RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE ACTION</u>					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissement et provisions	781,22	217,37	276,53	215,17	461,71
c) Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	236,12	203,92	132,21	105,04	69,05
<u>PERSONNEL</u>					
a) Nombre de salariés	0	0	0	0	1
b) Montant de la masse salariale	0,00	0,00	0,00	0,00	2 974,30
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc...)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 170,71

Capacité d'autofinancement

Rubriques	31/12/2022	31/12/2021	Variation
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-3 669 322	-3 222 622	13,86
+ Transferts de charges d'exploitation	5 433 693	4 253 967	27,73
+ Autres produits d'exploitation	4 750	3	185 434,77
- Autres charges d'exploitation	16 464	3	643 017,97
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun			
+ Produits financiers	196 670	77 813	152,75
- Reprises sur dépréciations et provisions financières			
- Charges financières	93 253	60 747	53,51
+ Dot. aux amortis., dépréciations et provisions financières			
+ Produits exceptionnels	16	1 639	-99,02
- Produits des cessions d'éléments actif			
- Subventions d'investissement rapportées au résultat			
- Reprises sur dépréciations et provisions exceptionnelles			
- Charges exceptionnelles	990	4 943	-79,97
+ Valeur comptable des immobilisations cédées			
+ Dot. aux amortis., dépréciations et provisions exceptionnels			
- Participation des salariés	61 607	110 482	-44,24
- Impôts sur les bénéfices	85 160	138 489	-38,51
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 708 334	796 137	114,58
RESULTAT NET COMPTABLE	255 501	388 666	-34,26
+ Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 843 595	3 568 572	35,73
- Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3 390 763	3 161 100	7,27
- Résultat sur cession des éléments actif			
- Subventions d'investissement rapportées au résultat			
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	1 708 334	796 138	114,58

Soldes intermédiaires de gestion

Rubriques	31/12/2022	%
Ventes de marchandises		
- Coût d'achat des marchandises		
MARGE COMMERCIALE		
Production vendue	41 999 636	97,96
+ Production stockée	38 871 740	90,67
- Destockage de production	37 997 556	88,63
+ Production immobilisée		
PRODUCTION DE L'EXERCICE	42 873 820	100,00
	PRODUCTION + VENTES	42 873 820
	100,00	
- Coût d'achat des marchandises		
- Consommation provenance tiers	46 507 137	108,47
VALEUR AJOUTEE	-3 633 317	-8,47
+ Subventions d'exploitation		
- Impôts et taxes	31 861	0,07
- Charges de personnel	4 145	0,01
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-3 669 322	-8,56
+ Reprises, transfert charges	8 824 456	20,58
+ Autres produits	4 750	0,01
- Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 843 595	11,30
- Autres charges	16 464	0,04
RESULTAT D'EXPLOITATION	299 824	0,70
+ Quote part opérations en commun		
+ Produits financiers	196 670	0,46
- Quote part opérations en commun		
- Charges financières	93 253	0,22
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	403 242	0,94
Produits exceptionnels	16	
- Charges exceptionnelles	990	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-974	
- Participation des salariés	61 607	
- Impôt sur les bénéfices	85 160	0,20
	RESULTAT DE L'EXERCICE	255 501
	0,60	
Produits cessions éléments actif		
- Valeur comptable éléments cédés		
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS		

3. LA VIE JURIDIQUE ET SOCIALE

3.1 Affectation du résultat

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'Administration, d'affecter le résultat bénéficiaire de **255 500,79 €** comme suit :

Dotation en « autres réserves » : 255 500,79 €

3.2 L'actionnariat - Statuts

- A sa création en septembre 2010, la SPLA de l'Anjou était une Société Publique Locale d'Aménagement au capital social de 280 000 €. Aux termes des délibérations du Conseil d'Administration du 20 mai 2011 et de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 janvier 2012, le Conseil d'Administration du 27 janvier 2012 a constaté l'augmentation du capital de la SPL d'un montant de soixante-dix mille Euros (70 000 €) pour le porter de deux cent quatre-vingt mille (280 000 €) à trois cent cinquante mille Euros (350 000 €) par émission de sept cents (700) actions nouvelles d'un montant de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune entièrement libérées.

Du fait de son statut de SPL auquel il faut ajouter l'absence de salariés, la société Alter Public, par les dispositions de l'article L225-129-6 du Code de commerce tendant à réaliser une ouverture du capital social aux salariés ne sont pas applicables.

- Dans l'optique d'assurer une cohérence de la politique d'aménagement du territoire et d'optimiser les actions des structures et aux termes des délibérations du Conseil d'Administration du 18 décembre 2014 et de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 février 2015, il a été décidé de transformer la Société Publique Locale d'Aménagement en Société Anonyme Publique Locale et de la nommer SPL de l'Anjou.
- L'Assemblée Générale du 24 juin 2016 a décidé de modifier la dénomination sociale de la SPL de l'Anjou par Alter Public.
- L'Assemblée Générale du 30 juin 2017 a ratifié à compter du 1er mars 2017, le transfert du siège social du 79 Rue Desjardins 49000 Angers au 48C Boulevard du Maréchal Foch 49100 Angers, décidé par le Conseil d'Administration du 3 février 2017.
- Le Conseil d'Administration dans sa séance du 3 février 2017 a approuvé la cession de 20 actions du capital de la SPL Alter Public, de la Commune de Baugé en Anjou à la Commune de Mazé-Milon par décision de leurs assemblées délibérantes respectives en date du 26 juin 2017 et du 27 mars 2017. Du fait de cette cession, la Commune de Mazé-Milon devient actionnaire de la SPL Alter Public.
- Le Conseil d'Administration dans sa séance du 2 juin 2017 a approuvé la cession de 20 actions du capital de la SPL Alter Public, de la Commune de Segré en Anjou Bleu à la Communauté de Communes d'Anjou Bleu Communauté par décision de leurs assemblées délibérantes respective en date du 11 mai 2017 et du 18 avril 2017. Du fait de cette cession, la Communauté de Communes d'Anjou Bleu Communauté devient actionnaire de la SPL Alter Public.
- L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2017, sur la proposition qui lui en a été faite par le Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, a décidé de nommer en qualité de censeurs la Commune de Mazé-Milon et la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté.

- Le Conseil d'Administration dans sa séance du 7 juin 2019 a agréé la cession de
 - 20 actions par la commune de Chemille-en-Anjou au bénéfice de la commune de Beaupréau-en-Mauges,
 - 20 actions par la commune de Loire-Authion au bénéfice de la commune de Mauges-sur-Loire et de 20 actions au bénéfice de la commune de Montrevault-sur-Èvre.

Par décision de leurs assemblées délibérantes en date du 26 septembre 2019 pour la commune de Chemille-en-Anjou, 24 septembre 2019 pour la commune de Beaupréau-en-Mauges, 19 septembre 2019 pour la commune de Loire-Authion, 21 octobre 2019 pour la commune de Mauges-sur-Loire et du 25 novembre 2019 pour la commune de Montrevault-sur-Èvre. Du fait de ces cessions, ces collectivités deviennent actionnaires de la SPL Alter Public.

- L'Assemblée Générale Ordinaire du 28 juin 2019, sur la proposition qui lui en a été faite par le Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, a décidé de nommer en qualité de censeurs les Communes de Beaupréau-en-Mauges, Mauges-sur-Loire et Montrevault-sur-Èvre.
- Aux termes des délibérations du Conseil d'Administration du 7 juin 2019 et de l'Assemblée Générale Mixte du 29 novembre 2019, le Conseil d'Administration du 7 février 2020 a constaté l'augmentation du capital de la SPL d'un montant de vingt mille Euros (20 000 €) pour le porter de trois cent cinquante mille (350 000 €) à trois cent soixante-dix mille Euros (370 000 €) par émission de deux cents (200) actions nouvelles d'un montant de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune entièrement libérées.

Les 200 actions nouvelles ont été émises au prix de 923 euros par action, avec une prime d'émission de 823 euros.

L'augmentation du capital social a permis ainsi l'entrée au capital d'Alter Public des cinq établissements publics de coopération intercommunales (EPCI) non encore actionnaires de la SPL soit :

- la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté pour 120 actions,
- la Communauté de Communes Anjou Loir et Sarthe pour 20 actions,
- la Communauté de Communes Baugeois Vallée pour 20 actions ,
- la Communauté de Communes Loire Layon Aubance pour 20 actions,
- la Communauté de Communes Vallées du Haut Anjou pour 20 actions.

L'augmentation du capital social de la SPL Alter Public est devenue définitive en date du 7 février 2020, date du certificat du dépositaire des fonds.

Le Conseil d'Administration du 7 février 2020 a constaté, après décision de l'Assemblée Générale Mixte du 29 novembre 2019, la modification de la composition du Conseil d'Administration qui passe de 17 à 18 sièges d'administrateurs entre les collectivités actionnaires. Le siège supplémentaire a été attribué à la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté. Il a été également attribué 4 sièges de censeurs supplémentaires à :

- La Communauté Anjou Loir et Sarthe
 - La Communauté de Communes Baugeois Vallée
 - La Communauté de Communes Loire Layon Aubance
 - La Communauté de Communes Vallées du Haut Anjou
- Conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 septembre 2020 a décidé de renouveler, sur proposition du Conseil d'Administration du 3 septembre 2020, pour une période de 6 ans, à compter de la clôture de l'exercice 2019 jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, les mandats des censeurs suivants, à l'exception des représentants désignés par l'Assemblée Spéciale pour la représenter au Conseil d'Administration d'Alter Public ne pouvant pas prétendre à un siège de censeur :

- | | |
|---------------------------------|--------------------------------|
| - AVRILLÉ | - LES PONTS-DE-CE |
| - BAUGE-EN-ANJOU | - MONTREUIL-BELLAY |
| - BEAUCOUZÉ | - MONTREUIL-JUIGNE |
| - BEAUFORT-EN-ANJOU | - MONTREUIL-SUR-LOIR |
| - BELLEVIGNE-EN-LAYON | - MORANNES-SUR-SARTHE-DAUMERAY |
| - BOUCHEMAINE | - MURSERIGNE |
| - CHALONNES-SUR-LOIRE | - OREE-d'ANJOU |
| - CHEMILLE-EN-ANJOU | - RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU |
| - CHOLET | - SAINT-AUGUSTIN-DES-BOIS |
| - CORZE | - SAINT-BARTHELEMY-d'ANJOU |
| - ECOUFLANT | - SAINT-LEGER-DE-LINIERES |
| - ETRICHE | - SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX |
| - ERDRE-EN-ANJOU | - SAINT-MELAIN-SUR-AUBANCE |
| - FONTEVRAUD-L'ABBAYE | - SAINTE-GEMMES-SUR-LOIRE |
| - GENNES-VAL-DE-LOIRE | - SAUMUR |
| - HUILLE-LEZIGNE | - SEGRE-EN-ANJOU BLEU |
| - INGRANDES-LE FRESNE-SUR-LOIRE | - SEICHES-SUR-LE-LOIR |
| - LES GARENNES-SUR-LOIRE | - SEVREMOINE |
| - LE LION D'ANGERS | - TIERCE |
| - LOIRE AUTHION | - VERRIERES-EN-ANJOU |
| - LONGUE-JUMELLES | |
| - LONGUENEE-EN-ANJOU | |
| - LE MAY-SUREVRE | |

- Le Conseil d'Administration dans sa séance du 3 février 2022 a approuvé la cession de 20 actions du capital de la SPL Alter Public, de la Commune de Segré en Anjou Bleu à la Commune de Bellevigne Les Châteaux.

Par décision de leurs assemblées délibérantes respective en date du 24 février 2022 et du 14 février 2022. Du fait de cette cession, la Commune de Bellevigne Les Châteaux devient actionnaire de la SPL Alter Public.

- L'Assemblée Générale Mixte du 21 juin 2023, sur la proposition qui lui en a été faite par le Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, devrait décider de nommer en qualité de censeur la Commune de Bellevigne Les Châteaux.
- Le Conseil d'Administration dans sa séance du 8 juin 2022 a agréé la cession de
 - 20 actions par la commune de Verrières-en-Anjou au bénéfice de la commune de Doué-en-Anjou,
 - 20 actions par la commune de Jarzé-Village au bénéfice de la commune de Cantenay Epinard.

Par décision de leurs assemblées délibérantes en date du 13 septembre 2022 pour la commune de Verrières-en-Anjou, 5 juillet 2022 pour la commune de Doué-en-Anjou, 18 juillet 2022 pour la commune de Jarzé-Village, 29 août 2022 pour la commune de Cantenay Epinard. Du fait de ces cessions, ces collectivités deviennent actionnaires de la SPL Alter Public.

- L'Assemblée Générale Ordinaire du 28 juin 2022, sur la proposition qui lui en a été faite par le Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 17 des statuts, a décidé de nommer en qualité de censeurs les Communes de Doué-en-Anjou et de Cantenay Epinard.

Le capital social d'Alter Public au 31 décembre 2022 est réparti comme suit :

ACTIONNAIRES	% DU CAPITAL	CAPITAL SOUSCRIT 1 ACTION = 100€	NOMBRE D'ACTIONS
Département de Maine-et-Loire	28.65 %	106 000,00 €	1 060
Communauté Urbaine Angers Loire Métropole	28.65 %	106 000,00 €	1 060
Communauté d'Agglomération du Choletais	3,24 %	12.000,00 €	120
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire	3,24 %	12.000,00 €	120
Communauté d'Agglomération Mauges Communauté	3,24 %	12.000,00 €	120
Assemblée Spéciale des 59 Collectivités Total	32,98 %		
ANJOU BLEU COMMUNAUTE		2.000,00 €	20
ANJOU LOIR ET SARTHE		2.000,00 €	20
ANGERS		2.000,00 €	20
AVRILLÉ		2.000,00 €	20
BAUGE-EN-ANJOU (Baugé-en-Anjou*, Pontigné, Bocé, Chartrené, Cheviré-le-Rouge, Clefs-Val d'Anjou, Cuon, Echemiré, Fougeré, Le Guédeniau, St Quentin-lès-Beaurepaire)		2.000,00 €	20
BAUGEOIS VALLEE		2.000,00 €	20
BEAUCOUZÉ		2.000,00 €	20
BEAUFORT-EN-ANJOU (Beaufort-en-Vallée*, Gée)		2.000,00 €	20
BEAUPREAU-EN MAUGES		2.000,00 €	20
BELLEVIGNE-EN-LAYON (Champ-sur-Layon, Thouarcé*, Faveraye-Mâchelles, Faye-d'Anjou, Rablay-sur-Layon)		4.000,00 €	40
BELLEVIGNE-LES-CHÂTEAUX		2.000,00 €	20
BOUCHEMAINE		2.000,00 €	20
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE (Les Alleuds, Brissac-Quincé*, Charcé-St-Ellier-sur-Aubance, Chemellier, Coutures, St-Rémy-la-Varenne, St-Saturnin-sur-Loire, Saulgé-l'Hôpital, Vauchrétien)		2.000,00 €	20
CANTENAY-EPINARD		2.000,00 €	20
CHALONNES-SUR-LOIRE		2.000,00 €	20
CHEMILLE-EN-ANJOU (Chemillé*, Valanjou, Chanzeaux, La Chappelle-Rousselin, Cossé d'Anjou, La Jumellière, Melay, Neuvy-en-Mauges, Sainte-Christine, St Georges-des-Gardes, St Lézin, La Salle-de-Vihiers, La Tourlandry)		2.000,00 €	20
CHOLET		2.000,00 €	20
CORZE		2.000,00 €	20
DOUE EN ANJOU		2.000,00 €	20
ECOULANT		2.000,00 €	20
ETRICHE		2.000,00 €	20
ERDRE-EN-ANJOU (Vern d'Anjou*, Brain-sur-Longuenée, Gené, La Pouéze)		2.000,00 €	20
Fontevraud-l'Abbaye		2.000,00 €	20
GENNES-VAL-DE-LOIRE (Gennes*, Chênehutte-Trèves-Cunault, Grézillé, St Georges-des-Sept-Voies, Le Thoureil, les Rosiers sur Loire, St Martin de la Place)		2.000,00 €	20
HUILLE-LEZIGNE		2.000,00 €	20
INGRANDES-LE FRESNE-SUR-LOIRE (Ingrandes, Le Fresnoy-sur-Loire)		2.000,00 €	20
JARZE-VILLAGES (Beauvau, Chaumont d'Anjou, Jarzé, Lué-en-Baugeois)		2.000,00 €	20
LES GARENNES-SUR-LOIRE (Juigné-sur-Loire*, St Jean-des-Mauvrets)		2.000,00 €	20
LE LION D'ANGERS (Le Lion d'Angers*, Andigné)		2.000,00 €	20
LOIRE AUTHION (Andard, Corné, La Daguenière, St Mathurin-sur-Loire*, Bauré, La Bohalle, Brain-sur-l'Authion)		4.000,00 €	40
LONGUE-JUMELLES		2.000,00 €	20
LONGUENEE-EN-ANJOU (La Membrolle-sur-Longuenée, Le Meignan, Le Plessis-Macé, Pruilley)		2.000,00 €	20
LE MAY-SUR-EVRE		2.000,00 €	20
LES PONTS-DE-CE		2.000,00 €	20
LOIRE LAYON AUBANCE		2.000,00 €	20
MAUGES SUR LOIRE		2.000,00 €	20
MAZE-MILON		2.000,00 €	20
MONTREUIL-BELLAY		2.000,00 €	20
MONTREUIL-JUIGNE		2.000,00 €	20
MONTREUIL-SUR-LOIR		2.000,00 €	20
MONTREVAULT SUR EVRE		2.000,00 €	20
MORANNES-SUR-SARTHE-DAUMERAY (Morannes-sur-Sarthe, Daumeray*)		2.000,00 €	20
MURS-ERIGNE		2.000,00 €	20
OREE-d'ANJOU (Liré, Bouzillé, Champcoceaux, Drain, Landemont, St Christophe-la-Couperie, St Laurent-des-Autels, St Sauveur-de-Landemont, La Varenne)		2.000,00 €	20
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU (Villevêque, Soucelles)		2.000,00 €	20
SAINT-AUGUSTIN-DES-BOIS		2.000,00 €	20
SAINT-BARTHELEMY-d'ANJOU		2.000,00 €	20
SAINT-LEGER-DE-LINIERES		2.000,00 €	20
SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX		2.000,00 €	20
SAINT-MELAINE-SUR-AUBANCE		2.000,00 €	20
SAINT-GEMMES-SUR-LOIRE		2.000,00 €	20
SAUMUR		2.000,00 €	20
SEGRE-EN-ANJOU BLEU (Aviré, Le Bourg-d'Irè, La Chapelle-sur-Oudon, Chatelais, La Ferrière-de-Flée, L'hôtellerie-de-Flée, Louvaines, Marais, Montguillon, Noyant-la-Gravoyère, Nyoiseau, Ste-Gemmes d'Andigné, St-Martin-du-Bois, St-Sauveur-de-Flée, Segré*)		2.000,00 €	20
SEICHES-SUR-LE-LOIR		2.000,00 €	20
SEVREMOINE (St Crespin-sur-Moine, Le Longeron, Montfaucon-Montigné, La Renaudière, Roussay, St André-de-la Marche, St Germain-sur-Moine, St Macaire-en-Mauges, Tillières, Torfou)		2.000,00 €	20
TIERCE		2.000,00 €	20
TRELAZE		2.000,00 €	20
VALLEES DU HAUT ANJOU		2.000,00 €	20
VERRIERES-EN-ANJOU (Pellouailles-les-Vignes, St Sylvain d'Anjou*)		2.000,00 €	20
TOTAL	100 %	370.000,00 €	3 700

3.3 Rémunération des administrateurs – remboursement de frais

Alter Public ne verse pas et n'a pas versé de jetons de présence, ni opéré de remboursement de frais professionnels.

Conformément aux dispositions de l'article R.225-29 du Code de commerce et à l'article 23 des statuts, le Conseil d'Administration peut conférer à un ou plusieurs de ses membres tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

Ainsi, après l'approbation du Conseil Départemental en date du 19 octobre 2022 et du Conseil d'Administration du 8 juin 2022, Madame Florence DABIN, administratrice, représentant le Département de Maine et Loire, a été investie en sus de la Présidence de la Commission d'attribution des marchés de la société, d'un mandat spécial ayant pour objet :

- La représentation de la Société auprès de différents partenaires et à l'occasion de manifestations particulières ;

Conformément aux dispositions de l'article L.225-46 du Code commerce, le Conseil d'Administration du 8 juin 2022 a attribué à Madame Florence DABIN à ce titre, une rémunération exceptionnelle qui est soumise aux dispositions des articles L.225-38 et suivants du code de commerce. Cette rémunération sera portée aux charges d'exploitation de la Société.

En rémunération des missions de représentation de la Société auprès de différents partenaires et à l'occasion de manifestations particulières, conformément aux dispositions de l'article L.225-46 du Code commerce, il a été versé à Madame Florence DABIN en sa qualité d'Administratrice, la somme de 2 974,30 € pour la période du 25 octobre au 31 décembre 2022.

3.4 Garanties d'emprunts

Dans le cadre de financements par emprunts pour des opérations de concessions d'aménagement, de portage foncier par le biais d'Anjou portage foncier ou d'actions foncières, les collectivités apportent des garanties d'emprunts par voie de délibération à hauteur de 80% ou 50% :

OPERATION NOM	GARANT	PRETEUR	CAPITAL INITIAL en €	DATE DERN ECH	CAPITAL RESTANT DU en €	RESTANT DU EN €	
						NON GARANTI PAR LA COLL.	GARANTI PAR LA COLL.
ZAC VAL DE MOINE	CHOLET : 80%	CRCA	1 500 000	15/12/2024	330 583	66 117	264 466
ZAC VAL DE MOINE	CHOLET : 80%	C.EPARGNE	1 511 550	25/07/2023	205 264	41 053	164 212
ZAC VAL DE MOINE	CHOLET : 80%	BQ POSTALE	3 300 000	15/05/2026	1 650 000	330 000	1 320 000
ZAC VAL DE MOINE	CHOLET : 80%	BQ POSTALE	2 000 000	15/06/2028	1 222 222	244 444	977 778
ZAC VAL DE MOINE	CHOLET : 80%	ARKEA	1 500 000	30/11/2028	998 081	199 616	798 465
ZAC VAL DE MOINE	CHOLET : 80%	SG	1 200 000	30/12/2027	857 143	171 429	685 714
ZAC DU MOULIN A VENT	CORZE : 80%	C. EPARGNE	602 921	05/08/2024	181 675	36 335	145 340
ZAC DE LA JOLIVETTERIE	STE GEMMES SUR LOIRE : 80%	BQ POSTALE	2 000 000	15/06/2030	1 512 296	302 459	1 209 837
ZAC DES HAUTS DU COUZE	BEAUCOUZE : 80%	SG	1 000 000	30/10/2024	400 000	80 000	320 000
ZAC DES HAUTS DU COUZE	BEAUCOUZE : 80%	C.EPARGNE	502 570	05/11/2025	255 869	51 174	204 695
ZAC DES HAUTS DU COUZE	BEAUCOUZE : 80%	C.EPARGNE	2 012 951	25/10/2026	937 798	187 560	750 239
CENTRE VILLE	AVRILLE : 80%	ARKEA	1 500 000	31/12/2027	1 057 028	211 406	845 623
CENTRE VILLE	AVRILLE : 80%	BPGO	1 000 000	16/12/2026	654 612	130 922	523 689
CENTRE VILLE	AVRILLE + CREDIT COOPERATIF :	CDC	4 000 000	01/04/2028	4 000 000	0	4 000 000

	100%						
CENTRE VILLE	AVRILLE : 80%	CDC	6 000 000	01/06/2031	5 429 104	1 085 821	4 343 284
ZAC VAULANGLAIS NOIRETTES	SAUMUR : 80%	ARKEA	500 000	30/04/2030	500 000	100 000	400 000
ZAC VAULANGLAIS NOIRETTES	SAUMUR : 80%	BPGO	500 000	15/11/2030	500 000	100 000	400 000
ZAC VAULANGLAIS NOIRETTES	SAUMUR : 80%	CRCA	500 000	15/07/2026	246 230	49 246	196 984
ZAC VAULANGLAIS NOIRETTES	SAUMUR : 80%	ARKEA	1 000 000	30/06/2028	791 328	158 266	633 063
ZAC VAULANGLAIS NOIRETTES	SAUMUR : 80%	BQ POSTALE	1 000 000	15/01/2029	862 069	172 414	689 655
ZAC VAULANGLAIS NOIRETTES	SAUMUR : 80%	C.EPARGNE	500 000	30/06/2028	395 199	79 040	316 159
PA DU CORMIER	COMMUNAUTE AGGLO CHOLET : 80%	BPGO	600 000	16/06/2026	333 445	66 689	266 756
PA DU CORMIER	COMMUNAUTE AGGLO CHOLET : 80%	BQ POSTALE	3 000 000	15/03/2023	132 263	26 453	105 811
PA DU CORMIER	COMMUNAUTE AGGLO CHOLET : 80%	BQ POSTALE	2 000 000	15/06/2026	1 000 000	200 000	800 000
PA DU CORMIER	COMMUNAUTE AGGLO CHOLET : 80%	SG	1 000 000	30/11/2023	500 000	100 000	400 000
ZAC DES CHENES 2	LA MEMBROLLE SUR LONGUENEE : 80%	CRCA	600 000	15/01/2026	309 077	61 815	247 262
ZAC DE LA BARONNERIE	MAY SUR EVRE : 80%	C.EPARGNE	1 005 955	05/07/2026	551 470	110 294	441 176
ZAC DE LA BARONNERIE	COMMUNE DE MAY SUR EVRE : 80%	CDC	1 400 000	01/03/2025	459 643	91 929	367 715
ZAC DE LA BARONNERIE	COMMUNE DE MAY SUR EVRE : 80%	CM	1 000 000	15/05/2028	793 757	158 751	635 005
PA ANGERS OCEANE	ALM : 80%	CRCA	2 000 000	15/04/2023	26 824	5 365	21 459
JUBARDERIE	COMMUNE INGRANDE SUR LOIRE : 80%	CRCA	600 000	15/10/2027	411 026	82 205	328 821
LES HAUTS DE LOIRE	ALM : 80%	C. COOP	1 005 877	10/01/2028	671 623	134 325	537 298
LES HAUTS DE LOIRE	ALM : 80%	C. EPARGNE	1 310 075	05/07/2027	904 348	180 870	723 478
LES HAUTS DE LOIRE	ALM : 80%	ARKEA	1 000 000	30/11/2028	665 388	133 078	532 310
LES HAUTS DE LOIRE	ALM : 80%	CDC	6 000 000	01/07/2028	6 000 000	1 200 000	4 800 000
LES HAUTS DE LOIRE	ALM : 80%	CDC	3 500 000	01/06/2031	3 166 978	633 396	2 533 582
LES HAUTS DE LOIRE	ALM : 80%	CRCA	500 000	15/10/2029	437 500	87 500	350 000
LES ECOTIERES	DE RIVES DU LOIR EN ANJOU : 80%	C. EPARGNE	700 000	05/09/2026	442 305	88 461	353 844
ZAC DES COTEAUX DU THOUET	MONTREUIL BELLAY : 80%	C. EPARGNE	500 000	15/06/2030	469 872	93 974	375 898
ZAC DU GRAND CLOS	STE MELAINE SUR AUBANCE : 80%	CRCA	600 000	15/08/2026	353 646	70 729	282 917
ZAC DES COURTILLIERS	VALANJOU : 80%	CRCA	500 000	15/07/2027	398 046	79 609	318 437
QUARTIER DE LA GARE	SEGRE STE GEMMES D'ANDIGNE : 80%	ARKEA	1 000 000	30/10/2028	665 388	133 078	532 310
QUARTIER DE LA GARE	SEGRE : 80%	C. EPARGNE	1 007 624	25/11/2026	524 128	104 826	419 303
QUARTIER DE LA GARE	COM COM CANTON SEGRE : 80%	CDC	2 000 000	01/02/2029	2 000 000	400 000	1 600 000
LA SCIERIE	COMMUNAUTE D'AGGLO SAUMUR : 80%	C. EPARGNE	502 807	05/12/2026	258 911	51 782	207 129
TERRASSES DE LA PREE	BAUGE EN ANJOU : 80%	CRCA	600 000	15/08/2026	378 574	75 715	302 859
CLOS DE LA ROULLIERE	ETRICHE : 80%	C. EPARGNE	704 533	25/11/2026	328 230	65 646	262 584
CLOS DE LA ROULLIERE	ETRICHE : 80%	C.COOP	350 000	10/12/2029	350 000	70 000	280 000
CLOTEAU DE LA MINIERE	SEGRE : 80%	C. EPARGNE	525 435	25/08/2024	192 099	38 420	153 679
BUISSON PAQUET	LIRE : 80%	C. EPARGNE	501 593	30/04/2025	252 936	50 587	202 349
ZAC LES ONGROIS	ECOULANT + CF : 100%	CDC	1 100 000	01/04/2029	1 100 000	0	1 100 000
ZAC LES ONGROIS	ECOULANT : 80%	C. EPARGNE	1 010 823	25/04/2025	442 161	88 432	353 729
SQUARE TRAVERSIERE	LONGUE JUMELLES : 80%	C. EPARGNE	402 382	05/08/2026	220 588	44 118	176 470
ZAC LA NAUBERT	ERDRE EN ANJOU : 80%	C. EPARGNE	600 000	10/09/2029	600 000	120 000	480 000

ZAC LA NAUBERT	LES GARENNES SUR LOIRE : 80%	C.EPARGNE	1 007 750	05/11/2027	730 869	146 174	584 695
LES ECHATS III	COMMUNE DE BEAUOUZE : 80%	BQ POSTALE	1 000 000	15/09/2028	575 000	115 000	460 000
CLOS DE LA PIERRE COUCHEE	BRISSAC LOIRE AUBANCE : 80%	C. EPARGNE	400 000	28/11/2028	302 118	60 424	241 694
CLOS DE LA PIERRE COUCHEE	BRISSAC LOIRE AUBANCE : 80%	BPGO	600 000	02/07/2028	495 729	99 146	396 583
QUARTIER DU BOURG JOLY	TIERCE : 80%	CE	806 080	05/10/2026	545 497	109 099	436 398
SECTEUR DE LA MOINERIE	ST MARTIN DU FOUILLOUX : 80%	CRCA	706 417	15/07/2027	356 417	71 283	285 133
ZAC QUAI ST SERGE	ALM : 80%	C. COOP	2 013 068	10/08/2029	1 375 193	275 039	1 100 154
ZAC QUAI ST SERGE	ALM : 80%	ARKEA	2 000 000	30/06/2027	1 113 487	222 697	890 790
ZAC QUAI ST SERGE	ALM : 80%	BQ POSTALE	5 000 000	16/05/2026	2 537 145	507 429	2 029 716
ZAC QUAI ST SERGE	ALM : 80%	BQ POSTALE	5 000 000	15/08/2027	2 968 750	593 750	2 375 000
ZAC QUAI ST SERGE	ALM : 80%	PBB	10 000 000	18/12/2026	4 444 444	888 889	3 555 556
QUARTIER LE VIGNEAU	ERDRE EN ANJOU : 80%	C.EPARGNE	351 958	05/10/2024	143 687	28 737	114 950
QUARTIER FRANCOISE ROSE RICHOU	LONGUENEE EN ANJOU : 80%	C. EPARGNE	603 499	05/11/2026	351 788	70 358	281 431
QUARTIER FRANCOISE ROSE RICHOU	LONGUENEE EN ANJOU : 80%	C. COOP	400 000	10/04/2026	350 653	70 131	280 523
ZAC GANTIERES BUISSONS BELLES	COMMUNE LOIRE AUTHION : 80%	C. COOP	1 000 000	15/10/2028	862 436	172 487	689 948
ZAC GANTIERES BUISSONS BELLES	COMMUNE LOIRE AUTHION : 80%	C. EPARGNE	1 007 750	05/08/2027	695 652	139 130	556 522
ZAC GANTIERES BUISSONS BELLES	COMMUNE LOIRE AUTHION : 80%	C. EPARGNE	503 812	25/12/2026	262 064	52 413	209 651
ZAC GANTIERES BUISSONS BELLES	COMMUNE LOIRE AUTHION : 80%	BPGO	1 000 000	25/01/2029	897 183	179 437	717 747
ZAC GANTIERES BUISSONS BELLES	COMMUNE LOIRE AUTHION : 80%	SG	500 000	30/11/2028	500 000	100 000	400 000
ZAC GANTIERES BUISSONS BELLES	COMMUNE LOIRE AUTHION : 80%	BQ POSTALE	500 000	15/02/2030	500 000	100 000	400 000
NPNRU BELLE BEILLE	ALM : 80%	SG	1 000 000	30/12/2027	714 286	142 857	571 429
NPNRU BELLE BEILLE	ALM : 80%	BPGO	1 000 000	24/09/2027	654 783	130 957	523 826
NPNRU BELLE BEILLE	ALM : 80%	ARKEA	1 000 000	30/10/2027	719 334	143 867	575 468
NPNRU BELLE BEILLE	ALM : 80%	BPGO	1 000 000	25/03/2028	731 125	146 225	584 900
NPNRU BELLE BEILLE	ALM : 80%	BQ POSTALE	1 000 000	15/07/2030	780 714	156 143	624 572
ANRU MONPLAISIR	ALM : 80%	CRCA	1 000 000	15/12/2027	717 846	143 569	574 277
ANRU MONPLAISIR	ALM : 80%	C. COOP	2 600 000	15/05/2029	2 136 690	427 338	1 709 352
ANRU MONPLAISIR	ALM : 80%	BPGO	1 500 000	01/07/2027	1 033 539	206 708	826 831
ANRU MONPLAISIR	ALM : 80%	ARKEA	1 000 000	30/06/2027	633 322	126 664	506 658
LE HAMEAU DE LA VALLEE	MONTREUIL JUGNE : 80%	CRCA	1 500 000	15/06/2025	581 520	116 304	465 216
ORU VERNEAU	ALM : 80%	CRCA	900 000	15/01/2023	141 539	28 308	113 231
ORU VERNEAU	ALM : 80%	C. EPARGNE	2 021 273	01/01/2025	942 189	188 438	753 751
PLESSIS ET PIECE DE BOIS	MAZE MILLION : 80%	CRCA	1 000 000	15/09/2027	577 507	115 501	462 006
SALLE ACTIVITE VAL DE MOINE	VILLE DE CHOLET : 50%	BQ POSTALE	2 500 000	15/05/2034	2 053 571	1 026 786	1 026 786
SECTEUR DE L'AUREORE	ALM : 80%	ARKEA	700 000	30/06/2029	573 184	114 637	458 547
SECTEUR VILLETALOUR	ERDRE EN ANJOU : 80%	C. EPARGNE	700 000	05/07/2026	442 305	88 461	353 844
AMGT QUARTIER PATISSEAUX	LONGUENEE EN ANJOU : 80%	C. EPARGNE	501 799	30/05/2026	295 499	59 100	236 399
AMGT QUARTIER PATISSEAUX	LONGUENEE EN ANJOU : 80%	BPGO	500 000	15/01/2026	327 438	65 488	261 950
AMGT QUARTIER PATISSEAUX	LONGUENEE EN ANJOU : 80%	C. EPARGNE	600 000	05/08/2028	496 364	99 273	397 091
AMGT QUARTIER PATISSEAUX	LONGUENEE EN ANJOU : 80%	C. COOP	600 000	15/09/2028	496 665	99 333	397 332
ST SERGE FAUBOURG ACTIF	ALM : 80%	ARKEA	2 000 000	30/12/2028	1 722 607	344 521	1 378 085
ST SERGE FAUBOURG ACTIF	ALM : 80%	CRCA	1 000 000	15/03//2029	892 857	178 571	714 286
CLOS DES VIGNES	MORANNES SUR SARTHE : 80%	CRCA	600 000	15/08/2026	452 380	90 476	361 904
ANJOU ACTIPARC VAL MOINE EXT	COM AGGLO MAUGES COMMUNAUTE : 80%	C. EPARGNE	700 000	30/01/2026	457 264	91 453	365 812
ANJOU ACTIPARC VAL MOINE EXT	COM AGGLO MAUGES COMMUNAUTE : 80%	CM	650 000	15/03/2029	582 361	116 472	465 889

ANJOU ACTIPARC VAL MOINE EXT	COM AGGLO MAUGES COMMUNAUTE : 80%	BPGO	650 000	21/07/2029	627 514	125 503	502 011
ACTIPOLE LOIRE	COM AGGLO MAUGES COMMUNAUTE : 80%	C.COOP	1 000 000	05/10/2028	1 000 000	200 000	800 000
ACTIPOLE LOIRE	COM AGGLO MAUGES COMMUNAUTE : 80%	CRCA	500 000	15/12/2029	500 000	100 000	400 000
EGLANTIER 2	ALM : 80%	ARKEA	700 000	30/10/2029	615 797	123 159	492 638
LA BARATONNIERE	ALM : 80%	C.COOP	800 000	10/09/2026	750 699	150 140	600 560
SECTEUR DE L'ORTIER	RIVES DU LOIR EN ANJOU : 80%	CRCA	600 000	15/04/2029	558 452	111 690	446 762
SEGRE CT MEDICAL	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	480 000	01/07/2023	480 000	240 000	240 000
STE GEMMES D'ANDIGNE	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	147 573	01/07/2023	147 573	73 787	73 787
RUE DE LA PETITE FONTAINE	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	172 800	01/02/2032	172 800	86 400	86 400
CENTRE BOURG	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	180 995	01/01/2030	180 995	90 498	90 498
VEILLE FONCIERE	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	134 000	01/01/2030	134 000	67 000	67 000
PARKING PAUL PAPIN	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	1 500 000	01/08/2029	1 500 000	750 000	750 000
CASERNE ST MAURICE	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	2 000 000	25/06/2029	2 000 000	1 000 000	1 000 000
COLLEGE CATHEDRALE	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	2 328 000	01/01/2032	2 328 000	1 164 000	1 164 000
COMMUNE CANDE	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	488 250	01/08/2030	488 250	244 125	244 125
GAMM VERT	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	474 750	01/02/2032	474 750	237 375	237 375
RUE DU CLOS LAVAU	DEPT MAINE ET LOIRE : 50%	CDC	162 000	01/02/2032	162 000	81 000	81 000
			147 048 869		99 612 560	21 939 094	77 673 466

3.5 Dividendes

Le Conseil d'Administration peut proposer à l'Assemblée Générale une distribution de dividendes en nature en fonction du résultat net après impôt société et affectation de la réserve légale, dans la mesure où les résultats de la société le permettent.

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Conseil d'Administration, de ne pas prélever sur les bénéfices de l'exercice 2022 la somme nécessaire pour servir un intérêt net à titre de dividende.

3.6 Dépenses somptuaires et charges non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductible du résultat fiscal.

3.7 Délais de paiement

DELAIS DE PAIEMENT :

Conformément aux articles D441-6-1 et D.441-4 du Code de Commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice clos le 31 décembre 2022, les informations relatives aux délais de paiement des fournisseurs et des clients sont les suivantes :

	Article D.441I.-1°: Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					Article D.441I.-2°: Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu				
	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement										
Montant total des factures concernées HT	157 343.57€	261 187.89€	13 380€	26 825€	458 736.46€	2 180 060.98€	201 323.44€	2 038.35€	82 972.25€	2 466 395.02€
Pourcentage du montant total des achats HT de l'exercice	0.1130%	0.1876%	0.0096%	0.0193%	0.3295%					
Pourcentage du chiffre d'affaires HT de l'exercice						5.1907%	0.4793%	0.0049%	0.1976%	5.8725%

3.8 Activités en matière de recherche et de développement

Il est précisé en application de l'article L 232-1 du Code de commerce, que la société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

4. LES PRINCIPAUX EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE 2022

Sur un plan fonctionnel :

- Projet d'augmentation de capital social avec suppression du droit préférentiel de souscription devant permettre au Département de Maine et Loire d'augmenter sa prise de participation au capital d'Alter Public et ainsi, favoriser l'entrée au capital de quinze nouvelles collectivités non encore actionnaires de la SPL par le biais de cessions d'actions qui se feront au fur et à mesure en fonction des sollicitations de collectivités liées à la conduite de projet d'une opération d'aménagement ou de construction d'équipement public.

L'augmentation du capital social pourrait être d'un montant maximum de trente mille euros (30 000 €) par émission au plus de 300 actions nouvelles de numéraire de cent euros (100 €) de valeur nominale chacune.

Ces actions nouvelles seront émises au prix de 1 332 euros, soit avec une prime d'émission de 1 232 euros.

- Projet de modification statutaires de la Société portant sur l'objet social afin de permettre à la SPL Alter Public d'intervenir exclusivement pour le compte de ses collectivités actionnaires, sans mise en concurrence en matière d'opérations d'études et/ou de construction et d'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial et plus spécifiquement dans la gestion des services publics dans les domaines suivants :
 - Energie-Réseaux de Chaleur.
 - Déplacement-Autopartage, avec la gestion du service « Citiz ».

Pour répondre à ces nouvelles missions, projet de modifier l'article 2 « Objet social » et d'ajouter le paragraphe suivant :

4/ D'exploiter tous services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général contribuant notamment au développement économique de ses collectivités actionnaires. A ce titre elle pourra se voir confier l'exploitation et la gestion des biens, des services et des équipements liés au service public du stationnement-déplacement, aux réseaux de chaleur, au service public de l'électricité, du développement des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie délégués par ses actionnaires.

- La SPL Alter Public dans le cadre de ses différentes missions d'OPAH Ru doit solliciter auprès de l'ANAH l'agrément pour être reconnu Mon Accompagnateur Renov. La SPL Alter Public doit être agréée pour le 1er septembre 2023 pour pouvoir répondre à de nouvelles missions et bénéficie d'un agrément temporaire jusqu'à l'été 2024, pour les missions en cours. Dans le cadre de cette demande de qualification, La SPL Alter Public doit justifier de disposer en propre de personnel compétent et qualifié
- Renouvellement, à compter du 1er janvier 2023, pour une durée de 3 ans soit jusqu'à la clôture des comptes de l'exercice 2025, d'une convention de mise à disposition du personnel de la société Alter Cités auprès de la société Alter Public dans l'attente de la mise en place du Groupement d'Employeurs et d'autoriser la Présidente à signer ladite convention.
- Avenant à la convention de mise à disposition de Monsieur Michel BALLARINI entre la SPL Alter Public et la SCET GE portant sur la modification du taux de mise à disposition qui passe de 40 % à 35 % à compter du 1er janvier 2023.
- Le mandat de la société SOREX, Commissaire aux Comptes titulaire de la société arrivera à échéance lors de la prochaine Assemblée Générale appelée à statuer sur l'exercice social 2022. Conformément aux dispositions légales, une consultation relative à la passation d'un accord-cadre pour les missions de commissaires aux comptes pour la société Alter Public a été publiée le 20 mars 2023 avec une date limite de remise des plis le 14 avril 2023.

- Approbation d'un avenant modificatif à la convention cadre entre la SPL Alter Public et le Groupement d'Intérêt Economique Alter Gie avec une prise d'effet au 1er janvier 2023 selon les modalités suivantes :

Article 4 : Modalités financières :

Anciennes modalités financières :

La ventilation des coûts du groupement pour les missions à réaliser pour Alter Public est arrêtée par le Conseil d'Administration du groupement et sa rémunération sera déterminée en fonction d'une clé de répartition pour couvrir l'ensemble des missions de l'article 1 la convention cadre sur :

- Le nombre de membres adhérents au groupement.
- Le nombre de salariés affecté à Alter Public.
- Le coût analytique des charges de personnel du groupement correspondant aux temps passés estimés pour les missions indiquées à l'article 1 de la convention cadre.

Nouvelles modalités financières :

La ventilation des coûts du groupement pour les missions à réaliser pour Alter Public est arrêtée par le Conseil d'Administration du Groupement et sa rémunération sera déterminée en fonction d'une clé de répartition pour couvrir l'ensemble des missions de l'article 1 de la convention cadre, soit :

Pour les charges de structures, il sera calculé une clé de répartition basée sur un taux moyen issu des deux éléments suivants :

- Le pourcentage des produits d'exploitation : Il est calculé sur la base des produits d'exploitation indiqués sur la liasse fiscale (hors reprises de provisions) d'Alter Public par rapport au cumul des produits d'exploitation (hors reprise de provisions) de l'ensemble des membres.
- Le pourcentage des salariés Alter (Hors personnel du Groupement) affectés à Alter Public : Il se fait en fonction des salariés Alter intervenants pour le compte d'Alter Public (répartit selon le coefficient de mise à disposition entre Alter Cités et Alter Public) par rapport au nombre total de salariés d'Alter.

Pour les charges de personnel :

- Le coût analytique des charges de personnel du groupement correspondant aux temps passés estimés pour les missions indiquées à l'article 1 de la convention cadre.

Les taux seront revus une fois par an, en fonction des chiffres définitifs issus de la plaquette des comptes annuels et des temps passés définitifs pour le personnel du Groupement, après l'approbation des comptes d'Alter Public par son assemblée générale. Une facture ou un avoir de régularisation sera émis au cours du 1er semestre de l'année N+1.

- Par courrier en date du 2 février 2023, la Banque des Territoires (C.D.C), au titre de la convention financière, a autorisé un découvert bancaire de 5 M€ pour l'exercice 2023 sur les opérations gérées par Alter Public.
 - Le Conseil d'Administration dans sa séance du 10 février 2023 a pris acte des informations suivantes :
 - Par délibération de son Conseil Communautaire en date du 12 septembre 2022, la Communauté Urbaine Angers Loire Métropole a désigné son représentant pour siéger au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société, il s'agit de :
 - ✓ Monsieur Denis CHIMIER
- Monsieur Denis CHIMIER, nouveau représentant de la Communauté Urbaine Angers Loire Métropole remplace à ces fonctions Monsieur Jean-Marc VERCHERE.

- Par délibération de son Conseil Communautaire en date du 16 janvier 2023, l'Agglomération du Choletais a désigné son représentant pour siéger au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société, il s'agit de :
 - ✓ Monsieur Frédéric PAVAGEAU

Monsieur Frédéric PAVAGEAU, nouveau représentant de l'Agglomération du Choletais remplace à ces fonctions Monsieur Sylvain APAIRE.
 - Suite à la délibération du Conseil Communautaire du 12 septembre 2022, la Communauté Urbaine Angers Loire Métropole est nommée Vice-Président, représentée par Monsieur Jacques-Olivier MARTIN en remplacement de Monsieur Jean-Marc VERCHERE.
 - Suite à la délibération du Conseil de Communauté du 16 janvier 2023, l'Agglomération du Choletais est nommée Vice-Président, représentée par Monsieur Frédéric PAVAGEAU en remplacement de Monsieur Sylvain APAIRE.
- Le Conseil d'Administration dans sa séance du 4 juin 2021 avait agréé la cession de 20 actions par la Commune de Bellevigne-en-Layon au bénéfice de la commune de Mozé-sur-Louet.
- La cession d'étant pas effective et le prix de l'action de la SPL Alter Public ayant évolué, le Conseil d'Administration s'est à nouveau prononcé sur cet agrément en date du 10 février 2023 et a approuvé le projet de cession de 20 actions par la commune de Bellevigne-en-Layon au bénéfice de la commune de Mozé-sur Louet, Bellevigne-en-Layon conservant 20 actions.
- Cette cession d'actions est intervenue en date 28 mars 2023 au prix unitaire de 1 332 euros soit (100 euros de valeur nominale et 1 232 euros de prime d'émission).
- Afin de permettre à la Commune de Mozé-sur Louet de bénéficier d'une information identique à celle des administrateurs, conformément à l'article 17 des statuts, il sera proposé à l'Assemblée Générale d'attribuer un siège de censeur lui permettant d'assister avec voix consultative aux séances du Conseil.

Sur un plan opérationnel :

- Attribution par le Département de Maine et Loire du marché P.I.G RHDI ;
- Attribution par l'Agglomération du Choletais du marché de l'OPAH ;
- Premier essai du Tramway ;
- Convention de programmation opérationnelle avec la Commune des Hauts d'Anjou ;
- Convention d'Actions Foncières pour le Rachat du site Thomson.

5. LES PERSPECTIVES

Alter Public est un outil efficace, souple, dotée d'une puissance financière qui garantit la maîtrise du déroulement des projets.

Alter Public intervient au niveau de l'ensemble du territoire département de Maine-et-Loire en complémentarité avec les autres outils permettant d'organiser, de structurer et de mettre en œuvre les politiques publiques du territoire.

Alter Public est un outil décisif pour agir sur le terrain, pour accompagner les collectivités, les communes, les communautés d'Agglomération et de communes dans leurs différentes problématiques. Ainsi, la réorganisation opérée a permis de favoriser l'adaptation de l'offre au marché, tant dans les domaines de l'habitat, du développement économique et de la gestion urbaine. La démarche mise en œuvre doit se poursuivre et passe par un maintien de la lisibilité et de l'organisation de l'offre de foncier, à coupler avec une veille stratégique des documents de planification. A l'appui d'une lecture commune du marché, il s'agit de coordonner le rythme de commercialisation des structures, dans le cadre de concessions d'aménagement notamment, permettant à la fois une réduction du risque et une meilleure péréquation territoriale du développement résidentiel et économique.

Ce rôle est d'autant plus important que, sur le Maine-et-Loire, ce sont les outils d'aménagement – SEM et SPL – qui portent le foncier et jouent le rôle d'établissement public foncier sur le territoire. Un dispositif de portage foncier a, par ailleurs, été mis en place sur le territoire dans le cadre du plan départemental de l'habitat : Anjou Portage Foncier.

Alter Public développera prioritairement ses interventions, lors des prochaines années, sur des opérations dans les domaines d'activités suivants :

- Les opérations d'aménagement, notamment le développement ou la création de quartiers d'habitation, de zones et de parcs d'activités, répondant aux cibles suivantes :
 - Les opérations de renouvellement urbain des quartiers ANRU ;
 - Les grandes opérations d'aménagement urbain ;
 - Les opérations de restructuration de centres-bourgs ;
 - Les OPAH –RU et les opérations de restructuration de cœur de ville (ORI...)
 - Les éco quartiers de Terrains à Bâtir et Maisons individuelles ;
 - Les opérations d'aménagement de zone d'activités ;
 - Requalification de friches industrielles ;
 - Les lotissements d'habitation.
- Les opérations de construction pour le compte d'autrui et notamment la construction d'équipements publics, de bureaux, de locaux d'activités, de locaux de stockage, de locaux commerciaux.
- Les opérations de gestion de divers équipements notamment :
 - La gestion d'équipements publics.

Alter doit être un aménageur engagé dans la transition environnementale :

Par la mise en place d'un Système de Management Environnemental sur tous nos projets d'aménagement.

Différentes démarches ont été lancées : certification globale avec des éco-quartiers ; d'Expérimentation Territoire Bas Carbone unique sur le territoire (E+/C- notamment) ; projets de construction bois sur le territoire ; projets d'aménagement alimentés par des réseaux de chaleur biomasse intégrés dès la conception, participation aux assises de la transition écologique mise en place par Angers Loire Métropole.

L'outil construit initialement en période de crise, accompagne désormais un développement du territoire, en offrant une réponse protéiforme. ALTER dispose aujourd'hui de compétences, ressources et moyens, en ligne avec ses objectifs durables (exhaustivité des fonctions concourant à la réussite des projets, taille critique, mise en place et développement de partenariats pour compléter des gammes d'expertises et être à la pointe du marché).

Le groupe est aujourd'hui attractif et bénéficie d'une lisibilité forte sur le territoire. Véritable boîte à outils juridique, opérationnelle et financière, Alter permet de proposer aux différents acteurs du territoire des modalités d'interventions diverses pour accompagner le développement du territoire.

L'enjeu de ses évolutions réside aujourd'hui dans l'accélération des innovations, organisationnelles propres à la Ville Intelligente.

Pour résumer, la perspective d'Alter Public serait la définition suivante : de la maîtrise d'ouvrage à la maîtrise d'usage.

Pour atteindre cet objectif rapidement et être à la hauteur du défi à relever, Alter Public va mettre en place une concertation sur toutes ses opérations, créer un groupe Aménagement qui regroupe différents métiers pour avoir une expertise complète au service des collectivités.

Par ailleurs, une réflexion stratégique est menée par Alter Public pour conduire des études sur les enjeux de gestions d'équipements publics ou d'intérêts généraux dans une logique de soutien aux politiques publiques de développement durable et de transition écologique dans l'attente d'une création éventuelle d'un outil à l'échelle du Département.

Ainsi, la formalisation de cette orientation stratégique à horizon du deuxième semestre 2023, engage la SPL Alter Public dans un nouveau cycle de développement, autre que son activité d'Aménagement-Construction, autour des **enjeux de gestion d'équipements urbains, en appui aux politiques publiques de ses collectivités actionnaires**. Dans ce cadre, la SPL Alter Public interviendrait exclusivement pour le compte de ses collectivités actionnaires, sans mise en concurrence en matière d'opérations d'études et/ou de construction et d'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial et plus spécifiquement dans la gestion des services publics dans les domaines suivants :

- **Energie-Réseaux de Chaleur.**
- **Déplacement-Autopartage**, avec la gestion du service « Citiz ».

La SPL Alter Public dans le cadre de ses différentes missions d'OPAH Ru doit justifier de disposer en propre de personnel compétent et qualifié. De ce fait, pour les prestations à mener dans le cadre des missions d'OPAH, la SPL Alter Public va transférer le personnel mis à disposition par Alter Cités par la signature d'une convention de transfert entre les salariés concernés et la Direction.

Pour matérialiser ces orientations évoquées, la SPL Alter Public va établir un Plan d'Elaboration Stratégique couvrant la période 2023 à 2028 qui sera présenté et soumis à un Conseil d'Administration au cours du 1^{er} trimestre 2024.

Rapport de Gouvernement d'Entreprise du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte des Actionnaires

Il est indiqué que l'ordonnance 2017-1162 du 12 juillet 2017, prise en application de la loi Sapin 2 et son décret d'application 2017-1174 du 18 juillet 2017 oblige les S.A à établir un rapport sur le gouvernement d'entreprise.

Elle opère une nouvelle répartition des mentions entre le rapport de gestion, recentré sur les informations relatives à la marche des affaires et aux risques de l'entreprise, et le rapport sur le gouvernement d'entreprise, dans lequel sont basculées certaines mentions du rapport de gestion.

Les SA à Conseil d'Administration pourront présenter le rapport sur le gouvernement d'entreprise au sein d'une section spécifique du rapport de gestion (C.com.art. L225-37, al.6 modifié).

SOMMAIRE

1. Modalité d'exercice de la Direction Générale
2. Composition du Conseil d'Administration
3. Le mandat du Commissaire aux comptes
4. Liste des mandats ou fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux en 2022
5. Convention(s) conclue (s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la société mère avec une filiale - Conventions Réglementées
6. Délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale dans le domaine des augmentations de capital
7. Règlement Intérieur en vigueur dans la société
8. Procédures de contrôles internes – Bilan de la Gouvernance
9. Autres Comités consultatifs
10. Les contrôles externes



1. Modalité d'exercice de la Direction Générale

- Conformément à l'article R225-102 du Code de Commerce, le Conseil d'Administration a procédé au choix suivant pour la modalité d'exercice de la Direction Générale prévues à l'article L 225-51-1 du Code de Commerce :

Le Conseil d'Administration de la SPL Alter Public dans sa séance du 3 novembre 2021 a confirmé l'option relative à la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général, décision initialement prise par le Conseil d'Administration du 26 février 2015.

Ce même Conseil d'Administration a nommé le Département de Maine et Loire, représenté par Madame Florence DABIN aux fonctions de Présidente du Conseil d'Administration de la Société et ce, pour la durée de son mandat d'administrateur.

Madame Florence DABIN, en vertu de la délibération du Conseil Départemental du 15 juillet 2021 a accepté ces fonctions pour le compte du Département de Maine et Loire.

Le Conseil d'Administration dans sa séance du 3 novembre 2021 a confirmé Monsieur Michel BALLARINI dans ses fonctions de Directeur Général de la société. Ce dernier avait été nommé initialement par le Conseil d'Administration de la SPLA de l'Anjou devenue Alter Public en date du 27 septembre 2010. Cette gouvernance n'avait pas été remise en cause par le Conseil d'Administration du 3 septembre 2020.

Du fait de la relation de travail qui le lie avec le Groupe Caisse des Dépôts, Monsieur Michel BALLARINI ne pourra contracter aucun engagement avec la Caisse des Dépôts et Consignations ou toute entreprise dépendant du groupe de celle-ci, en particulier la SCET, ces engagements étant exclusivement et expressément réservés à la Présidente de la Société et soumis, le cas échéant, à la procédure des conventions réglementées.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-53 du Code de commerce, il relève de la compétence exclusive du Conseil d'Administration de fixer la rémunération du Directeur Général.

La Présidente et le Directeur Général de la société sont investis des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Ils peuvent consentir des délégations de pouvoir et de signature pour une ou plusieurs opérations ou catégories de dépenses déterminées.

- Par délibération en date du 3 septembre 2020 et du 12 février 2021, le Conseil d'Administration de la SPL Alter Public, conformément à l'article 18 des statuts de la société a nommé 5 Vice-Présidents au sein de la société :
 - La Communauté Urbaine Angers Loire Métropole,
 - L'Agglomération du Choletais,
 - La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire,
 - La Communauté d'Agglomération Mauges Communauté,
 - Le Département de Maine et Loire.

Suite aux changements intervenus dans la composition du Conseil d'Administration de la société, le Conseil d'Administration dans sa séance du 3 novembre 2021 a confirmé la nomination des 5 Vice-Présidents précités.

2. Composition du Conseil d'Administration

Au 31 décembre 2022, le Conseil d'Administration de la SPL Alter Public est composé comme suit :

CONSEIL D'ADMINISTRATION		
ADMINISTRATEURS		
Département de Maine-et-Loire	Florence DABIN Emmanuel CAPUS Philippe CHALOPIN Patrice BRAULT Grégory BLANC	15/07/2021 15/07/2021 15/07/2021 15/07/2021 15/07/2021
Communauté Urbaine Angers Loire Métropole	Denis CHIMIER Jacques-Olivier MARTIN Philippe VEYER Hélène CRUYPENINCK Francis GUTEAU	12/09/2022 17/07/2020 17/07/2020 13/09/2021 13/09/2021
Communauté d'Agglomération du Choletais	Sylvain APAIRE	18/10/2021
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire	Jackie GOULET-CLAISSE	30/07/2020
Communauté d'Agglomération Mauges Communauté	Didier HUCHON	09/09/2020
Assemblée spéciales des collectivités		
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE	Sylvie SOURISSEAU	03/09/2020
ANJOU LOIR ET SARTHE	David LAGLEYZE	03/09/2020
ANGERS	Roch BRANCOUR	03/09/2020
JARZE-VILLAGES	Elisabeth MARQUET	03/09/2020
TRELAZE	Lamine NAHAM	08/06/2022
CENSEURS		
ANJOU BLEU COMMUNAUTE	Gilles GRIMAUD	30/11/2021
AVRILLÉ	Magali BERGUE	16/07/2020
BAUGE-EN-ANJOU (Baugé-en-Anjou*, Pontigné, Bocé, Chartrené, Cheviré-le-Rouge, Clefs-Val d'Anjou, Cuon, Echemiré, Fougeré, Le Guédéniau, St Quentin-lès-Beaurepaire)	Franck RABOUAN	22/06/2020
BAUGEOIS VALLEE	Frédérique DOIZY	16/07/2020
BEAUCOUZÉ	Mickaël LEFEUVRE	04/06/2020
BEAUFORT-EN-ANJOU (Beaufort-en-Vallée*, Gée)	Jean-Charles TAUGOURDEAU	27/07/2020
BEAUPREAU-EN-MAUGES	Annick BRAUD	02/07/2020
BELLEVIGNE-EN-LAYON (Champ-sur-Layon, Thouarcé*, Faveraye-Mâchelles, Faye-d'Anjou, Rablay-sur-Layon)	Michelle MICHAUD	29/06/2020
BELLEVIGNE-LES-CHÂTEAUX	Christian CABRET	14/02/2022
BOUCHEMAINE	Patrice NUNEZ	09/07/2020
CANTENAY-EPINARD	Marc CAILLEAU	29/08/2022
CHALONNES-SUR-LOIRE	Vincent LAVENET	09/06/2020
CHEMILLE-EN-ANJOU (Chemillé*, Valanjou, Chanzeaux, La Chapelle-Rousselin, Cossé d'Anjou, La Jumellière, Melay, Neuville-en-Mauges, Sainte-Christine, St Georges-des-Gardes, St Lézin, La Salle-de-Vihiers, La Tourlandry)	Pascal CASSIN	18/06/2020
CHOLET	Jean-Paul BREGEON	11/10/2021
CORZE	Jean-Philippe GUILLEUX	12/06/2020
DOUE EN ANJOU	Michel PATTEE	05/07/2022
ECOULANT	Jean-François SOREAU	09/06/2020
ETRICHE	Samuel GESTRAUD	02/06/2020
ERDRE-EN-ANJOU (Vern d'Anjou*, Brain-sur-Longuenée, Gené, La Pouéze)	Yamina RIOU	10/05/2021
Fontevraud-l'Abbaye	Sandrine LION	21/07/2020
GENNES-VAL-DE-LOIRE (Gennes*, Chênehutte-Trèves-Cunault, Grézillé, St Georges-des-Sept-Voies, Le Thoureil, les Rosiers sur Loire, St Martin de la Place)	Nicole MOISY	11/10/2021
HUILLE-LEZIGNE	Henri LEBRUN	26/05/2020
INGRANDES-LE FRESNE-SUR-LOIRE (Ingrandes, Le Fresne-sur-Loire)	Alain TUSSEAU	16/07/2020
LES GARENNES-SUR-LOIRE (Juigné-sur-Loire*, St Jean-des-Mauvrets)	Jean-Christophe ARLUISON	15/06/2020
LE LION D'ANGERS (Le Lion d'Angers*, Andigné)	Nooruddine MUHAMMAD	25/05/2020
LOIRE AUTHION (Andard, Corné, La Daguenière, St Mathurin-sur-Loire*, Bauné, La Bohalle, Brain-sur-l'Authion)	Daniel RAULT	05/04/2022
LONGUE-JUMELLES	Marie-Thérèse DELAUNAY	08/06/2020
LONGUENEE-EN-ANJOU (La Membrolle-sur-Longuenée, La Meignanne, Le Plessis-Macé, Pruillé)	Claude GUERIN	25/05/2020
LE MAY-SUR-EVRE	Alain PICARD	11/06/2020
LES PONTS-DE-CE	Jean-Paul PAVILLON	03/06/2020
LOIRE LAYON AUBANCE	Marc SCHMITTER	18/06/2020
MAUGES SUR LOIRE	Marina BRANGEON	25/05/2020
MAZE-MILON	Christophe POT	15/06/2020
MONTREUIL-BELLAY	Philippe PAGER	24/09/2021
MONTREUIL-JUIGNE	Célia DIDIER	10/06/2020
MONTREUIL-SUR-LOIR	Philippe CARDOT	09/06/2020
MONTREVAULT SUR EVRE	Denis RAIMBAULT	25/05/2020
MORANNES-SUR-SARTHE-DAUMERAY (Morannes-sur-Sarthe, Daumeray*)	Jean-Luc DAVY	07/09/2020
MURS-ERIGNE	Laurent QUEVEAU	15/02/2022
OREE-d'ANJOU (Liré, Bouzillé, Champcoceaux, Drain, Landemont, St Christophe-la-Couperie, St Laurent-des-Autels, St Sauveur-de-Landemont, La Varenne)	Ludovic SECHE	09/06/2020
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU (Villevêque, Soucelles)	Loïc LE BRIS	11/06/2020
SAINT-AUGUSTIN-DES-BOIS	Emmanuel CHARLES	23/06/2020
SAINT-BARTHELEMY-d'ANJOU	Dominique BREJEON	09/06/2020
SAINT-LEGER-DE-LINIERES (Saint-Jean-de-Linières et Saint-Léger-des-Bois)	Daniel PASDELOUP	02/06/2020
SAINT-MARTIN-DU-FOUILLLOUX	Christophe CHUPIN	17/06/2020
SAINT-MELAINE-SUR-AUBANCE	Dominique FOREST	03/06/2020
SAINT-GEMMES-SUR-LOIRE	Paul HEULIN	09/07/2020
SAUMUR	Thomas GUILMET	29/06/2022
SEGRE-EN-ANJOU BLEU (Aviré, Le Bourg-d'Irè, La Chapelle-sur-Oudon, Chatelais, La Ferrière-de-Fleée, L'hôtelierie-de-Fleée, Louvaines, Marans, Montguillon, Noyant-la-Gravoyère, Nyoiseau, Ste-Gemmes d'Andigné, St-Martin-du-Bois, St-Sauveur-de-Fleée, Segré*)	Geneviève COQUEREAU	11/06/2020
SEICHES-SUR-LE-LOIR	Thierry DE VILLOUTREYS	09/06/2020
SEVREMOINE (St Crespin-sur-Moine, Le Longeron, Montfaucon-Montigné, La Renaudière, Roussay, St André-de-la Marche, St Germain-sur-Moine, St Macaire-en-Mauges, Tillières, Torfou)	Jean-Louis MARTIN	27/08/2020
TIERCE	Bruno FRONTEAU	14/09/2020
VALLEES DU HAUT ANJOU	Joël ESNAULT	25/06/2020
VERRIERES-EN-ANJOU (Pellouailles-les-Vignes, St Sylvain d'Anjou*)	Gabriel MARAIS	13/09/2022

3. Les mandats des Commissaires aux comptes

Il est constaté que le mandat du Commissaire aux Comptes arrive à expiration, sa mission court jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, pour le Commissaire aux Comptes désigné ci-dessous :

- Société SOREX, Commissaire aux comptes, titulaire
3 Rue Fernand Forest - 49000 Angers

4. Liste des mandats ou fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux en 2022

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 alinéa 3 du Code de Commerce, il est communiqué ci-après la liste de l'ensemble des mandats ou fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux de la SPL Alter Public pour l'année 2022.

LISTE DES MANDATS 2022

ADMINISTRATEURS PUBLICS	
DEPARTEMENT DE MAINE ET LOIRE	
Mme Florence DABIN	Administratrice et représentante aux Assemblées Générales d'Alter Public, Présidente Présidente de la Commission des Marchés d'Alter Public Administratrice, Vice-Présidente et représentante aux Assemblées Générales d'Alter Cités Présidente du Conseil Départemental de Maine et Loire Présidente du service départemental d'incendie et de secours de M&L Adjointe à la Ville de Cholet jusqu'en juin 2022 Conseillère Municipale à la Ville de Cholet depuis juillet 2022 Conseillère Communautaire à l'Agglomération du Choletais Vice-Présidente de l'Assemblée des Départements de France Présidente du GIP Enfance en Danger Membre titulaire GIP Inovalys Présidente de l'EPCC Anjou Théâtre Présidente de GIP Terra Botanica Présidente du GIP Produit en Anjou
M. Emmanuel CAPUS	Administrateur d'Alter Public Administrateur d'Alter Cités Conseiller du Département de Maine-et-Loire
M. Philippe CHALOPIN	Administrateur et Vice-Président d'Alter Public Administrateur d'Alter Cités Administrateur d'Alter Eco 1 ^{er} Vice-Président du Département de Maine-et-Loire Maire de Baugé-en-Anjou Président de la Communauté de Communes Baugeois-Vallée
M. Patrice BRAULT	Administrateur d'Alter Public et suppléant à la Présidence de la Commission des Marchés jusqu'au 08.06.2022 Administrateur d'Alter Cités, suppléant à la Présidence de la Commission des Marchés et Représentant au Comité d'Engagement Conseiller Départemental de Maine-et-Loire
M. Grégory BLANC	Administrateur d'Alter Public, Administrateur d'Alter Cités Administrateur de la Caisse Locale Crédit Agricole Conseiller Départemental de Maine-et-Loire PDG de la société PERFELIA
ANGERS LOIRE METROPOLE	
M. Denis CHIMIER (Début de mandat le 12/09/2022)	Administrateur et représentant titulaire aux Assemblées Générales d'Alter Public Administrateur et représentant suppléant aux Assemblées Générales d'Alter Cités Conseiller Communautaire d'Angers Loire Métropole Maire de la Commune d'Ecouflant Vice-Président du SIEM Administrateur de la Soclova
M. Jacques-Olivier MARTIN	Administrateur d'Alter Public et suppléant de la Commission des Marchés Vice-Président d'Alter Public depuis le 10.02.23 Administrateur et Président Directeur Général d'Alter Services Représentant titulaire aux Assemblées Générales d'Alter Services et Président de la Commission des marchés Administrateur d'Alter Cités et représentant au Comité d'Engagement

	Président de la Commission des Marchés d'Alter Cités Gérant de la SARL Roma Associé de la SAS Formafon
M. Philippe VEYER	Administrateur d'Alter Public Maire de la Commune de St Clément de la Place Conseiller Communautaire ALM
Mme Hélène CRUYENNINCK	Administratrice d'Alter Public Adjointe au Maire de la Ville d'Angers Administratrice d'Alter Services Administratrice de l'association Air Pays de la Loire Administratrice de l'Association syndicale Ile Saint Aubin Administratrice GIP Terra Botanica - Administratrice du Centre National de Danse Contemporaine Présidente de l'association Plante et Cités Membre du syndicat mixte de gestion du parc naturel Loire Anjou Tourraine Vice-Présidente de RESECO - Membre de l'association Les Cigales La Tirelire 49
M. Francis GUTEAU	Administrateur d'Alter Public Adjoint au Maire de la Ville d'Angers Conseiller Communautaire d'Angers Loire Métropole Président de la Mission Locale Angevine Administrateur ALDEV, Angers Loire habitat et d'Angers Technopole
M. Jean- Marc VERCHERE (Fin du mandat le 12/09/2022)	Administrateur, Vice—Président et Représentant titulaire aux Assemblées Générales d'Alter Public, représentant titulaire à la commission des marchés (jusqu'au 12 septembre 2022) Administrateur, représentant aux Assemblées Générales et Vice-Président d'Alter Energies Administrateur et représentant aux Assemblées Générales d'Alter Cités, Président et membre titulaire du Comité d'Engagement Pour la Ville d'Angers : Membre au sein de - EPCC Anjou Théâtre - GIP Terra Botanica - CHU d'Angers - Association France Urbaine - Association des maires de France 49 - Association Plantes et Cités - Observatoire national du développement et de l'action sociale (Odas) Pour le Pôle métropolitain Loire Angers : Membre au sein de - Aura (Agence d'Urbanisme de la Région Angevine) A titre personnel : - Association Maison de la Loire – St Mathurin sur Loire - Association « Avec l'Ethiopie » - Association AAVAS Angers
AGGLOMERATION DU CHOLETAIS	
M. Sylvain APAIRE	Administrateur, représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public et Vice-Président Administrateur, représentant aux Assemblées Générales d'Alter Eco et Vice-Président Vice-Président de l'Agglomération du Choletais Gérant de la SCI AïMADO Président de la SCI AïMADO Group Holding Gérant de Mesyma Conseils Administrateur de la mission locale du Choletais Président du Medef Cholet Vice-Président du Medef Pays de la Loire
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE	
M. Jackie GOULET CLAISSE	Administrateur, représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public et Vice-Président Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire Maire de la Ville de Saumur Président au Conseil de Surveillance du centre Hospitalier de Saumur Administrateur au Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de Longué Président du CCAS de Saumur Présidence de l'Office Public de l'Habitat Saumur Habitat Président du GHT Maine-et-Loire Vice-Président du Conseil d'Administration de l'AMF 49 Administrateur des SPL Tourisme, Agglobus, AggloPropreté et SEMA-E Gérant de la SCI Immo Jac Gérant de la SCI Gibonnière
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE	
M. Didier HUCHON	Administrateur, représentant aux Assemblées Générales d'Alter Public et Vice-Président Administrateur SPL OSEZ MAUGES
ASSEMBLEE SPECIALE DES COLLECTIVITES	
M. David LAGLEYZE	Administrateur d'Alter Public représentant l'Assemblée Spéciale des collectivités Représentant titulaire aux Assemblées Générales d'Alter Public pour Anjou Loir et Sarthe Maire de la commune d'Etriché Président 3R d'Anjou Conseiller de la Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe
M. Roch BRANCOUR	Administrateur d'Alter Public représentant l'Assemblée Spéciale des collectivités Représentant Titulaire de la Ville d'Angers aux Assemblées Générales d'Alter Public Administrateur d'Alter Services

	Pour la Ville d'Angers : Adjoint à l'urbanisme, à l'aménagement du territoire et au logement Administrateur d'Alter Cités et Représentant titulaire aux Assemblées Générales Agence d'Urbanisme de la Région Angevine (AURA) : AG + CA, Président Alter Eco représentant suppléant à l'AG
Mme Sylvie SOURISSEAU	Administratrice d'Alter Public représentant l'Assemblée Spéciale des collectivités et Présidente de l'Assemblée Spéciale Représentante Titulaire de Brissac Loire Aubance aux Assemblées Générales d'Alter Public Maire de la Commune Brissac Loire Aubance
Mme Elisabeth MARQUET	Administratrice d'Alter Public représentant l'Assemblée Spéciale des collectivités et Vice-Présidente de l'Assemblée Spéciale Représentante Titulaire de Jarzé-Villages aux Assemblées Générales d'Alter Public Maire de la Commune de Jarzé Villages
M. Lamine NAHAM	Administrateur d'Alter Public représentant l'Assemblée Spéciale des collectivités Représentant titulaire de la Ville de Trélazé aux Assemblées Générales d'Alter Public Maire de la Ville de Trélazé Gérant de la SAS Algina Associé de la SAS Espaces de Vie Associé de la SAS ARTCO

5. Convention(s) conclue (s) par un dirigeant ou un actionnaire significatif de la société mère avec une filiale – Conventions Réglementées

En application des dispositions légales, il est indiqué ci-dessous les conventions intervenues directement ou par personnes interposées au cours de l'exercice 2022, à l'exclusion des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ALTER PUBLIC/C.D.C <ul style="list-style-type: none"> Convention de partenariat bancaire 	<p>La convention a été autorisée par le Conseil d'Administration d'Alter Public du 8 juin 2022 et conclue en date du 17 juin 2022.</p> <p>La convention de partenariat bancaire entre Alter Public et la C.D.C a pour objet de proposer une offre bancaire ouverte sur une large gamme de services et prestations bancaires adaptés aux besoins spécifiques des clients, ainsi que des solutions financières en accompagnement de leurs besoins et de leurs stratégies.</p> <p>La convention se substitue à compter de sa signature à toutes les conventions de même nature qui auraient été signés entre Alter Public et la C.D.C.</p> <p>La convention fixe les principes et les modalités d'une relation commerciale privilégiée entre Alter Public et la C.D.C pour une durée de 1 an reconductible pour la même durée.</p>
ALTER PUBLIC/GIE Angers Loire Eco <ul style="list-style-type: none"> Convention de Prestations de Services 	<p>Le Conseil d'Administration d'Alter Public en date du 3 février 2022 a autorisé la signature liée à la modification n°3 du contrat constitutif avec le GIE Angers Loire Eco qui porte sur l'adhésion d'un nouveau membre au sein du GIE Angers Loire Eco : la SA HLM LogiOuest- et la modification de l'article 9 du contrat constitutif qui en découle.</p>

6. Délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale dans le domaine des augmentations de capital

La SPL Alter Public n'a effectué aucune augmentation de capital sur l'exercice 2022. Par conséquent aucune délégation de compétence et de pouvoir n'a été attribuée au Conseil d'Administration.

7. Règlement Intérieur en vigueur dans la société

Le bénéfice des prestations intégrées (contrats "in house"), attribuées sans mise en concurrence, suppose que les collectivités actionnaires exercent sur leur SPL un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services.

Ce contrôle est réputé être exercé lorsque les collectivités actionnaires exercent une influence décisive à la fois sur les objectifs stratégiques et sur les décisions importantes de la personne morale contrôlée, le Conseil d'Administration étant considéré comme l'organe décisionnel permettant l'exercice conjoint du contrôle par les collectivités actionnaires.

L'article 30 des statuts de la SPL Alter Public prévoit que les instances délibérantes de la Société mettent en place un système de contrôle et de reporting, permettant aux collectivités d'exercer ce contrôle analogue.

Aussi, par délibération en date du 27 septembre 2010, le Conseil d'Administration a approuvé les dispositions d'une charte de fonctionnement visant à organiser les modalités du contrôle d'analogue.

La charte de fonctionnement d'Alter Public vise à fixer le cadre des relations entre la SPL et ses actionnaires en tant qu'actionnaires et en tant que clients de la SPL. Elle vise également à définir la pratique professionnelle de la société et ses perspectives, notamment les conditions de réalisation des projets souhaités par les communes, et la relation de celles-ci avec les actionnaires majoritaires, le Département de Maine et Loire et la Communauté Urbaine Angers Loire Métropole.

Ces modalités de contrôle analogue adoptées à la constitution de la Société tiennent compte, particulièrement, des collectivités actionnaires minoritaires non directement représentées au Conseil d'Administration de la société réunies en assemblée spéciale. Cette dernière est représentée au Conseil d'Administration d'Alter Public par 5 représentants choisis parmi les membres de l'Assemblée Spéciale.

Pour permettre aux collectivités actionnaires minoritaires de participer au plus près au contrôle de la société dans le cadre d'un dispositif collégial, chaque collectivité non représentée directement au Conseil d'Administration est nommée censeur.

Le Conseil d'Administration dans sa séance du 12 février 2021 a approuvé la mise en place d'un Règlement Intérieur pour l'utilisation des moyens de visioconférence et de télécommunication qui définit toutes les modalités de la tenue des réunions du Conseil d'Administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication et ainsi valider les délibérations du Conseil sans imposer la présence physique de la moitié des administrateurs.

Sauf disposition contraire des statuts, le règlement intérieur prévoit que sont réputés présents pour le calcul du quorum les administrateurs qui participent à la réunion du conseil par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

Le règlement intérieur d'Alter Public restera en vigueur pour toute la durée de la société et pourra être modifié en tant que de besoin par le Conseil d'Administration.

8. Procédures de contrôles internes

Dans un souci de transparence et de qualité de l'information rendue à nos actionnaires, le présent point contient les informations relatives aux procédures de contrôles internes de la société durant l'exercice écoulé.

Pour l'année 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois à l'initiative de son Président aux dates suivantes :

- Le 3 février 2022
- Le 8 juin 2022

Les principaux sujets traités sur l'exercice 2022 ont été les suivants :

➤ **Conseil d'Administration du 3 février 2022**

- Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 3 novembre 2021 –
- Résultat probable de l'exercice 2021 –
- Budget prévisionnel pour l'exercice 2022 –

- Cession d'actions – Agrément d'une nouvelle collectivité –
 - Agrément de projet de cession d'actions
 - Nomination d'un censeur
- Financement des opérations :
 - Emprunts engagés en 2021
 - Prévision d'emprunts en 2022
- Autorisation de découvert pour l'exercice 2022 –
- Décisions opérationnelles :
 - Conventions signées en 2021
- GIE Angers Loire Eco – Accueil d'un nouveau membre : LOGI OUEST - Modifications du contrat constitutif - Approbation du budget prévisionnel 2022 et Appel de fonds sur la base de ce dernier –

Taux de présence des administrateurs :

Etaient présents : 12 administrateurs présents sur 18 soit 67 % (dont 11 par voie de visioconférence)

Avaient donné pouvoir : 2 administrateurs du Collège Public

Etaient absents excusés : 4 administrateurs du Collège Public

Censeurs présents : 28 censeurs présents (par voie de visioconférence) sur 52 soit 54%

Censeurs absents excusés : 11 censeurs excusés

Censeurs absents : 13 censeurs absents

Les délibérations soumises à délibération ont été approuvées à l'unanimité.

➤ Conseil d'Administration du 8 juin 2022

- Approbation du procès-verbal du Conseil d'Administration du 3 février 2022 –
- Accueil d'un nouveau représentant au Conseil d'Administration –
- Compte de résultat et bilan au 31 décembre 2021 –
- Cessions d'actions – Agrément de nouvelles collectivités –
 - Agrément des projets de cessions d'actions
 - Nomination de censeurs
- Règlement interne des procédures d'achats Alter Public – Gouvernance de la Commission d'attribution des marchés –
- Mandat spécial confié à un administrateur –
- Convention de partenariat bancaire entre Alter Public et la Caisse des dépôts et Consignations –
- Financement des opérations –
 - Emprunts engagés
- Information sur la signature de différents contrats –
 - Liste de nouveaux contrats
- Réexamen annuel des conventions autorisées antérieurement –
- Organisation de l'Assemblée Générale Ordinaire –
- Information diverse
 - Mise en place d'un groupement d'employeur

Taux de présence des administrateurs :

Etaient présents : 11 membres présents sur 18 soit 61 %

Avait donné pouvoir : 1 administrateur

Etaient absents excusés : 5 administrateurs

Etait absent : 1 administrateur

Censeurs présents : 15 censeurs présents sur 52 soit 29%

Censeurs absents excusés : 17 censeurs excusés

Censeurs absents : 20 censeurs absents

Les délibérations soumises à délibération ont été approuvées à l'unanimité hormis le point 6 où une administratrice n'a pris part à la délibération et au vote.

- Alter Public exerce des missions d'intérêt général ou de service public pour les collectivités territoriales, elle utilise des fonds publics et est soumise dans ce cadre de communiquer et produire des informations comptables et financières. A ce titre, toutes les informations pour l'exercice 2022 ont été transmises soit au Préfet, soit aux Collectivités.
- Dans le cadre de sa mission, et afin d'exercer son contrôle, le commissaire aux comptes s'est fait communiquer toutes pièces, documents et informations nécessaires.
- L'organisation générale des procédures de contrôle interne est faite avec :
 - ~ le conseil d'administration,
 - ~ la direction générale,
 - ~ les supports techniques et d'expertises extérieurs,
 - ~ la commission des Marchés
 - ~ la commission d'achats interne.

Alter Public s'appuie sur Alter Gie pour ses moyens généraux (comptabilité, ressources humaines, service Marchés, vie sociale) conformément à la convention cadre approuvée par le Conseil d'Administration du 29 janvier 2016 avec prise d'effet au 18 juin 2015 ; par un avenant modificatif approuvé par le Conseil d'Administration du 27 mai 2016 à date d'effet au 1^{er} juillet 2016 portant sur une modification des domaines d'intervention ; par un avenant modificatif approuvé par le Conseil d'Administration du 2 février 2018 à date d'effet au 1^{er} janvier 2017 portant sur la modification de l'article 4 sur les modalités financières.

L'enregistrement des factures fournisseurs est fait par un logiciel dédié permettant une traçabilité et une fiabilité du processus achat.

Afin de garantir la sécurité des paiements, une procédure « Fonction payeur » est en vigueur et appliquée par l'ensemble des membres du groupement.

La mise en place d'une signature informatique est à l'étude avec le prestataire du logiciel de gestion afin d'avoir une piste d'audit fiable.

Le groupe de travail constitué pour la mise en place du Règlement Européen pour la Protection des Données a audité les personnes désignées par métiers afin de cartographier la gestion des données personnelles traitées par Alter.

Dans la continuité de la mise en conformité au Règlement Européen pour la Protection des Données personnelles, les registres des traitements de données sont toujours en vigueur (notamment les fiches de travail sur la commercialisation des ventes de droits à construire, sur les contrats d'abonnements, ...). Leur actualisation est en cours avec l'ajout de nouveaux documents types mis en place (autorisation de droit à l'image pour les salariés, autorisations de droit à l'image pour les enfants et adultes dans le cadre d'événements communicationnels). Tous les nouveaux marchés Alter concernés par un traitement de données personnelles, sont mis en conformité avec l'ajout d'annexes au Cahier des Charges Administratives et Particulières (CCAP) ou de clauses RGPD.

Il est à noter qu'Alter Public est soumise à la réglementation du RGPD car elle traite des données personnelles avec du personnel à charge et liées à la gestion de la vie sociale de la société.

Pour le suivi et l'actualisation de ces registres, il a été désigné un D.P.O (Délégué de la Protection des Données).

Alter Public est soumis aux dispositions du Code de la commande publique en sa qualité de pouvoir adjudicateur conformément à l'article L. 12111-1 2°) du code de la commande publique, entré en vigueur le 1^{er} avril 2019. A ce titre, la société est tenue aux obligations édictées par le Code de la commande publique. Ce dernier regroupe et organise les règles relatives aux différents contrats de la commande publique qui s'analysent, au sens du droit de l'Union européenne, comme des marchés publics et des contrats de concession.

La société est tenue à une obligation de mise en concurrence pour l'ensemble de ses achats : fournitures, services, travaux, qu'elle sera amenée à conclure pour son fonctionnement et dans le cadre de ses activités.

Des modalités de passation des marchés en procédure adaptée ont été arrêtées librement par Alter Public, pouvoir adjudicateur : L'ensemble des achats de fournitures, travaux et prestations de service doivent faire l'objet d'une mise en concurrence systématique à compter du seuil des 40 000 € HT.

Le Conseil d'Administration du 2 juin 2017 a approuvé les nouvelles modalités de passation de marchés d'Alter Public pouvoir adjudicateur (publicités, procédures et réunions d'attribution) dans le cadre des procédures non réglementées.

Le Conseil d'Administration du 12 février 2021 a autorisé que les commissions d'attribution des marchés pourront être organisées par l'utilisation des moyens de visioconférence ou de télécommunication; a approuvé les nouvelles modalités de passation de marchés d'Alter Public pouvoir adjudicateur (publicités, procédures et réunions d'attribution) dans le cadre des procédures non réglementées.

Il est rappelé que la Commission d'attribution des marchés permet d'établir, pour les marchés passés par voie de publicité, une collégialité dans le processus de choix des opérateurs économiques en application du règlement des procédures internes mis en place dans la Société et des règles des procédures formalisées établies par le code de la commande publique.

Le Conseil d'Administration dans sa séance du 3 septembre 2020 avait désigné M. Jacques-Olivier MARTIN à la fonction de Président de la Commission d'attribution des marchés et dans sa séance du 3 novembre 2021, le Conseil d'Administration avait désigné M. Patrice BRAULT à la fonction de suppléant de la Commission d'attribution des marchés.

Le Conseil d'Administration du 8 juin 2022 a modifié la gouvernance de la Commission d'attribution des marchés de la société comme suit :

- Madame Florence DABIN à la fonction de Présidente de la Commission d'attribution des marchés,
- Monsieur Jacques-Olivier MARTIN à la fonction de suppléant.

Le Conseil d'Administration du 26 février 2015 a donné pouvoir à son Directeur Général, Michel BALLARINI, pour déléguer de manière effective et permanente sa signature pour engager les achats sous conditions de seuils. Cette délégation touche les personnes salariées cadres du GIE, les salariés d'Alter Cités mis à disposition afin de pouvoir appliquer efficacement et dans la transparence la politique d'achat de l'entreprise, suivant des modalités qui respectent les différents seuils de publicité et de formalisation récemment approuvés.

9. Autres Comités consultatifs

Les collectivités actionnaires exercent un suivi permanent sur les opérations qu'elles confient à la SPL.

Par ailleurs, pour rendre ce contrôle efficient, il est prévu la mise en place de différents Comités ayant des rôles et des fonctions distincts (comités des élus, comités des Directeurs généraux des services, Commission des marchés, etc.).

10. Les contrôles externes

Aucun contrôle externe n'est intervenu au cours de l'exercice 2022.